

Paix et sécurité : Les Peuls s'activent !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

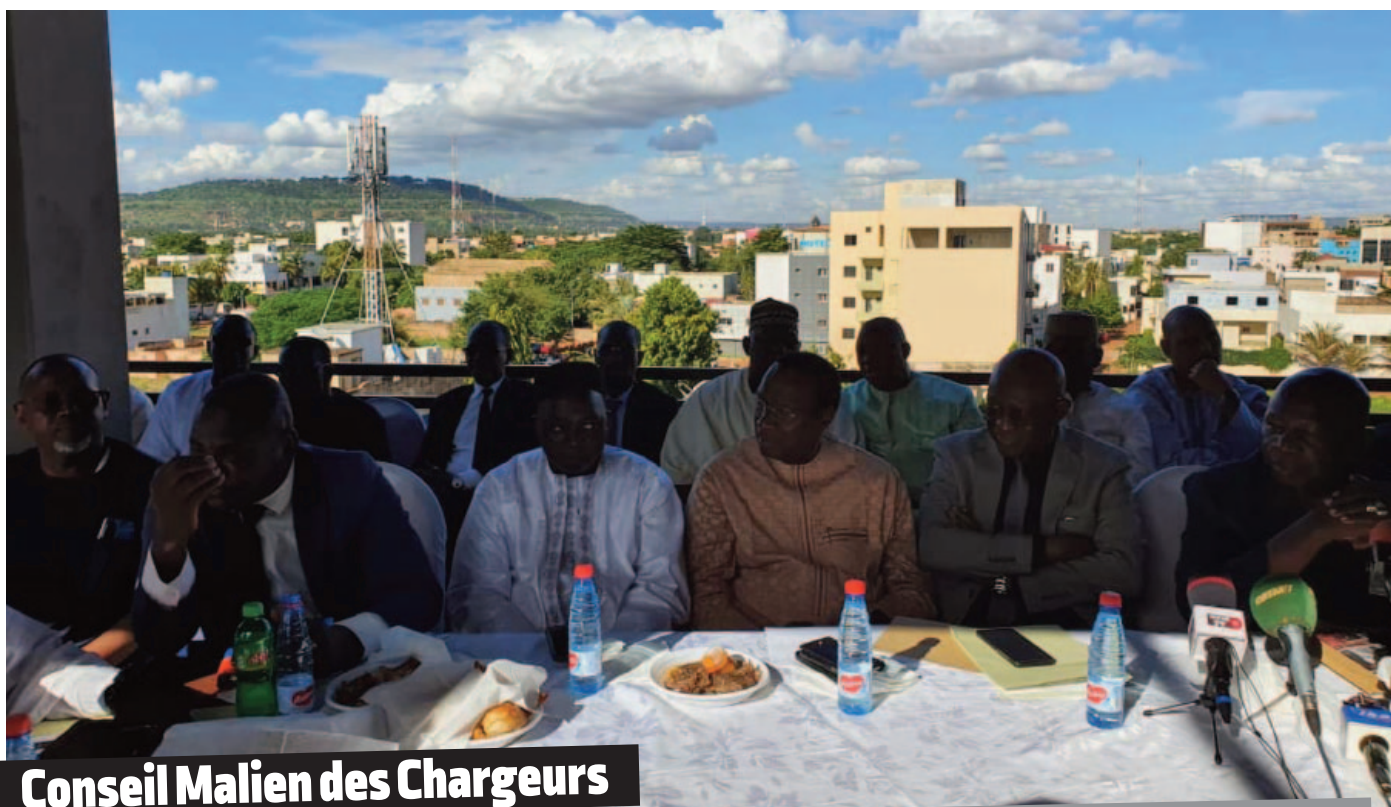
MERCREDI 31 AOÛT 2022

1171

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Conseil Malien des Chargeurs

Passage de témoin en douceur



Réforme et Gouvernance du Secteur de la Sécurité : Rôle et place de la société civile.



Justice : Renforcement de capacité des Huissiers-Commissaires



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

30 août
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

761

Nouveaux cas confirmés

28

Nouveaux guéris

04

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

552 102 Vaccinations incomplètes

1 634 715 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 365

Guéris

30 461

Décès

739

dont 45 font l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.16



P.26



/ Une /

Conseil Malien des Chargeurs : Passage de témoin en douceur

P.5

/ Brèves /

Mali : Mn groupe armé majeur s'engage pour une fusion des groupes d'ex-rebelles

P.11

Kenya : La Cour suprême retient 9 sujets pour statuer sur les résultats de

la présidentielle

P.11

Famine : Un navire de blé ukrainien destiné à l'Éthiopie est arrivé à Djibouti

P.12

Soudan du Sud : 22.000 combattants de factions rivales intègrent les forces de

sécurité unifiées

P.12

Pluies au Niger : 75 morts et plus de 100.000 sinistrés depuis juin

P.13

Reconnaissance du travail bien fait par « Kwale Mali » : Le prix du meilleur architecte

revient au cabinet SPAD

P.13

/ Actualité /

Migration féminine : L'âme se penche sur la problématique du genre dans la migration

P.15

Lutte contre l'impunité : Quid des véhicules blindés distribués par IBK ?

P.16

Réforme et Gouvernance du Secteur de la Sécurité : Rôle et place de la société civile.

P.17

INFTS : Des efforts remarquables malgré le contexte difficile

P.19

Justice : Renforcement de capacité des Huissiers-Commissaires

P.20

Lancement officiel du Projet SHEP : Faire de l'agriculture un levier de développement

P.21

Amari Salia Daou : L'humanitaire chevillé au cœur !

Changements climatiques : La QCN-Mali structurée autour de cinq composantes est

fin prête

P.23

/ Politique /

CNPM : Qui veut agiter les vieux démons ?

P.25

Période de vacances des chefs d'état : Assimi s'ouvrira-t-il des vacances ?

P.26

Paix et sécurité : Les Peuls s'activent !

P.27

Violation de la loi électorale : L'AIGE mort-née ?

P.28

/ Culture & société /

Amahiguéré Dolo : Des collines du pays dogon aux sommets du marché de l'art

africain

P.30

10ème édition de « Jazz Koum Ben » : La musique comme vecteur de paix et de

cohésion sociale

P.33

/ International /

Foule en colère à Madagascar : Les gendarmes confirment avoir tué 19 personnes

P.34

Élections en Angola : L'opposition conteste la victoire du parti au pouvoir

P.35

/ Sport /

Guinée : Le chef de la junte déclare la CAN-2025 projet "prioritaire"

P.36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Conseil Malien des Chargeurs Passage de témoin en douceur

C'est dans une atmosphère festive et conviviale que s'est tenue la cérémonie de passation de service entre l'équipe sortante et la nouvelle équipe du Conseil Malien des Chargeurs (CMC). C'était avant-hier lundi 29 août dernier, dans les locaux de ladite structure. Cette cérémonie a été présidée par l'inspecteur général du ministère des Transports et des Infrastructures et celui de l'Économie et des Finances. Les opérateurs économiques, également, ont rehaussé l'éclat de cette cérémonie par leur présence massive.



Dans ses propos introductifs, l'inspecteur du ministère des transports et des infrastructures, Boubacar Diakité a remercié le bureau transitoire pour le travail accompli pendant son mandat. « **Nous demandons au nouveau bureau de travailler dans les règles strictes de fonctionnement du CMC** », a-t-il souhaité.

De son côté, l'inspecteur générale du ministère de l'économie et des finances, Issa Keita, s'est réjoui de la situation financière du CMC, mais il a sollicité l'amélioration des recettes. « **La situation du CMC est relativement bonne. Il faut une amélioration des recettes** ».

En outre, il a encouragé les membres du Conseil Maliens des Chargeurs à s'acquitter de leurs cotisations car, dit-il, « **une organisation ne peut être fonctionnelle sans le paiement des cotisations** ».

A son tour, le président du collège transitoire, Souleymane Baba Traoré a - au nom de l'ensemble des opérateurs économiques du Mali - remercié le ministre des transports et des infrastructures, Dembélé Madina Sissoko pour la parfaite réussite du renouvellement des instances du CMC, qui s'est tenu dans un climat apaisé. « **Cette mission, certes difficile mais exaltante, nous a permis de mener certaines activités. De faire des constats et formuler des recommandations pour consolider les acquis** », a-t-il souligné.

« **Je voudrai féliciter les membres du bureau national de Conseil Malien des chargeurs élu le 30 juillet 2022... avec, à sa tête Kissima dit Ba Kissima Sylla. J'engage le personnel du CMC à continuer avec le même engagement et dévouement avec le bureau national** », a avancé le président sortant du CMC.

Quant au nouveau président, Ba Kissima Sylla, il a déclaré que pour cette élection, il n'y a eu ni perdant, ni vainqueur ; seul le secteur privé en sortait gagnant. Aussi, il a remercié le candidat malheureux pour son fair-play.

Par ailleurs, il a insisté sur le rôle que jouent les opérateurs économiques dans l'économie malienne, avant de lancer un message : « **Nous demandons au gouvernement de nous appuyer dans notre mission. J'appelle à l'union pour le développement du CMC** ».

■ Maffenin Diarra

■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-Du 8 mars au 25 juillet 2022, les filiales de Bolloré Transport & Logistics Maroc, Mauritanie et Mali ont mis en commun leurs expertises pour organiser un convoi de 30 camions de Casablanca au Maroc à Bamako au Mali. Cette opération de transport routier intra-africain, organisée pour le compte d'un groupe industriel dans le secteur des boissons, a été réalisée en moins de quinze jours sur une distance couvrant près de 3 800 kilomètres.

■ Primature du Mali



Primature : Les membres du gouvernement se penchent sur les dossiers du conseil des ministres.

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga a présidé ce mardi 30 août 2022 à la Primature, un Conseil de cabinet sur les dossiers à l'ordre du jour du Conseil des ministres du mercredi 31 août 2022.

Il s'agissait entre autres, d'un projet de communication écrite relative à l'organisation de la Semaine nationale de la Réconciliation, de projets de textes relatifs à la création et au cadre organique des services régionaux et subrégionaux de l'Administration des biens de l'État. La réunion a permis de partager et d'intégrer les observations faites par les différents départements ministériels.

Le Conseil s'est également penché sur le suivi des instructions du Président de la Transition.

Il a enfin pris connaissance du compte-rendu de la mission que le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, a effectuée la semaine dernière dans la région de Ménaka.

CCRP/ PRIMATURE



■ Financial Afrik



Du 8 mars au 25 juillet 2022, les filiales de Bolloré Transport & Logistics Maroc, Mauritanie et Mali ont mis en commun leurs expertises pour organiser un convoi de 30 camions de Casablanca au Maroc à Bamako au Mali.



■ Ammy Baba Cisse



La Minusma a amené des produits pharmaceutiques ce matin à bord d'un de ses avions à Gao pour approvisionner les pharmacies de la ville.



■ Mali Actu



Le Colonel Abdoulaye HAÏDARA, chef du Service d'investigation judiciaire de la Gendarmerie nationale et ses hommes ont réussi la prouesse à démanteler une bande d'arnaqueurs qui ont déplumé des hautes personnalités de la République.



Le jeune pépite malienne de 21 ans évoluant à Lunds Bk, en troisième division suédoise réalise une belle performance avec ce club. Abdra-

hamne Djittaye, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est un attaquant malien qui fait de beaux jours en Suède. Sous contrat avec Malmö FF, en première division suédoise, le jeune Ailier malien est prêté au Lunds BK au mois de juillet dernier



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-En guinée, les données fournies par le ministère de l'économie, des finances et du plan indiquent que l'encours de la dette rapporté au Produit Intérieur Brut a baissé à 36,6% au 31 juin contre 42,37% pour le premier trimestre en raison de la baisse du taux d'endettement de la dette extérieure.



■ Nia Dialla Keita



Mali : les enseignants rejettent la date de la rentrée scolaire prévue pour le 16 septembre prochain

Cependant, une autre date devrait être annoncée dans les prochains jours, en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'école.

Tessit : 44 ennemis tués, mais les Forces Armées Maliennes déplorent la perte de 02 vaillants soldats et 08 blessés

■ Malick Konate



Vu le manque de produits pharmaceutiques à Gao dû au blocus du tronçon Hombori - Boni -

Gossi - Gao depuis plus de deux mois par les Groupes Armés Terroristes, la #MINUSMA et le #CICR ont décidé de transporter par voie aérienne 2,5 tonnes de produits / semaine.

Une première livraison des palettes de 1 tonne 556kg est bien arrivée à GAO, ce mardi 30 août 2022, dans les environs de 11h GMT et ont été réceptionnées par les responsables régionaux de la pharmacie populaire du Mali.

Une autre livraison de 500 kg par le CICR sera acheminée ce vendredi 02 septembre 2022 pour Gao. Récemment, le CICR a aussi livré 500kg de médicaments à Kidal.

Le CICR apporte une assistance logistique à travers la mise à la disposition de son avion pour acheminer des médicaments.

Un ouff de soulagement pour la population de Gao.

#Bèki_Takè #MonNouveauMali



Moussa Sey Diallo
@MackeD223

Tant que l'école ne sera pas une exigence sans complaisance jusqu'à 15ans en Afrique de l'ouest, on ira nulle part. Aujourd'hui, il faut avoir la maîtrise de la technologie, ou être une petite main efficace dans le domaine pour tenir décevement. Et la clé se trouve à l'école.

15:40 · 29 août 22 · Twitter for Android

■ Tahara Touré



Avant d'entrer dans les détails, il est utile de définir ce qu'est une cérémonie de remise des prix. Une cérémonie de remise de prix est un évènement formel ou semi-formel, au cours duquel des trophées sont décernés pour récompenser les réalisations d'une personne dans un domaine particulier.

Depuis quelques jours, je vois que des critiques concernant Kèwalé et c'est tout à fait logique. Chacun a sa façon d'interpréter les choses. Je pense qu'on doit encourager Cheick Abass ou faire des propositions au lieu de critiquer son évènement.

Moi perso il m'a appelé pour avoir mon avis concernant les meilleurs dans mon domaine "qui est la mode" et je lui ai envoyé une liste. Ça fait des années que je travaille dans le domaine de la mode et l'artisanat au Mali. Grâce à mon travail beaucoup sont connus dans ce domaine.

Kèwalé People Magazine a été celui qui a reconnu mes efforts officiellement au moins il n'a pas attendu ma mort pour ça

Si cet évènement est médiocre proposons des solutions pour qu'il

s'améliore d'avantage. Ça l'évitera de récompenser les médiocres. C'est un jeune qui écoute en plus. Bon courage à toi frère Kèwalé Cheick Abass



■ Kassoum Thera



Budget d'Etat 2022, un déficit de plus de 664 milliards fcfa

■ SIKA Finance



Dans l'#UMOA, 3 banques sur 4 ont des réserves de fonds propres insuffisantes pour faire face à leur exposition la plus importante, selon le #FMI.



■ Bacary Camara



Les rites et traditions.. Lors du retour d'exil de Soundiata, on dénombrait encore les clans du Mandé à l'aide de cailloux spéciaux et ces cailloux étaient alors au nombre de vingt deux(22). Puis ces vingt deux cailloux, on les compta, puis les consacra ici au Mandé avant de porter leur nombre à trente trois(33) chiffre correspondant à l'effectif des chefs de clans vivant dans le pays, lors de la création de l'empire du Mandé. On limita depuis les clans du Mandé à ce chiffre. Pour consacrer ce dernier on fit asseoir en cercle tous les participants, un officiant prenant un à un les cailloux proclamait solennellement les noms des clans qu'ils représentaient puis les déposait sur un djo(autel) placé au fond d'une jarre qu'il

fermait ensuite à l'aide d'un couvercle. Lorsqu'on était au bout du compte, on faisait résonner trois fois le tambour de guerre. Aussitôt les griots jouaient sur leurs instruments et entonnaient le « boloba » premier hymne musical au Mandé. B.CAMARA, Journaliste, Chercheur



■ L'Obs



« Gazprom Export a notifié Engie d'une suspension complète des livraisons de gaz à partir du 1er septembre 2022 jusqu'à la réception en intégralité des sommes financières dues pour les livraisons. »



■ Ouverture Média - OM



OM INFO : #URGENT !!! Hier lundi 29 août 2022, des combats violents ont opposé les FAMA à un Groupe Armé Terroriste (GAT), probablement l'EIGS, dans le secteur de Tessit. Le bilan provisoire fait état à ce jour de :
Côté FAMA : 02 morts, 08 blessés,
Côté Ennemi : 44 combattants neutralisés dont les corps ont été abandonnés sur place, plusieurs motos incendiées et d'importantes quantités d'armes et munitions récupérées.
Nous y reviendrons en détails dans notre communiqué hebdomadaire.

■ Martin Fayulu



Les députés de la #RDC sont mieux rémunérés que ceux



**MESSAGE AU PEUPLE CONGOLAIS EN RAPPORT AVEC LA CORRUPTION A
L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

LES DÉPUTÉS CONGOLAIS SONT PARMIS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS DU MONDE!

Très chers compatriotes,

Je suis profondément indigné d'apprendre que la rémunération des députés nationaux s'élève depuis janvier 2022 à 21.000 dollars par mois, en violation flagrante de la loi budgétaire.

Il m'est, en effet, difficile de comprendre que dans un pays comme la RDC où 70% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, un député soit rémunéré 15 fois plus qu'un professeur d'université, 30 fois plus qu'un médecin et 200 fois plus qu'un huissier de la fonction publique. Cela veut dire que le député d'un pays classé parmi les plus pauvres du monde est rémunéré plus qu'un député français ou américain. Tout part donc en vrille!

Comment peut-on expliquer qu'un pays en guerre et où les médecins et les professeurs d'universités sont en grève, puisse augmenter de plus de 100% la rémunération de ses députés nationaux? Si l'on ajoute les sommes colossales versées aux membres du bureau, cette augmentation inexplicable représente une charge supplémentaire pour le trésor public de plus de 200 millions de dollars; et ce, de janvier 2022 à février 2024, date de fin de mandat.

Cela s'appelle corruption à grande échelle, gabegie et pillage éhonté des finances publiques de la part d'un pouvoir usurpateur en quête désespérée de légitimité interne.

J'exige une enquête des institutions en charge du contrôle des finances publiques pour établir les responsabilités sur cet obscur acte de corruption et de délinquance financière.

A ce stade, le moins que l'on puisse exiger c'est la démission du bureau de l'Assemblée nationale et l'annulation immédiate de cette augmentation injustifiée.

Je demande aussi à la population congolaise de suivre de près cette situation qui, en réalité, est un achat de conscience par le braquage des caisses de l'État.

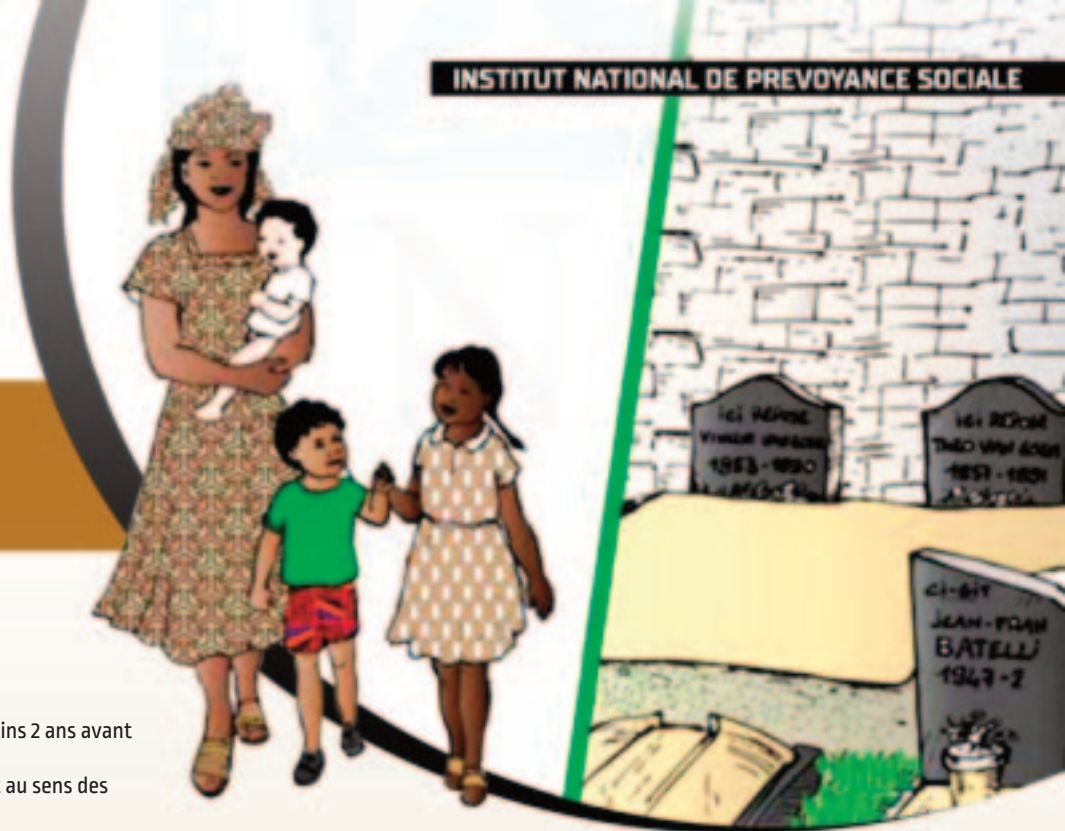
Le Congo n'a pas besoin de députés godillots auxquels l'on fait faire n'importe quoi à coup de libéralités sous forme de billets de banque ou de dons en véhicules.

Congolais, réveillez-vous!

Que Dieu vous bénisse! Que Dieu bénisse le Congo !

Fait à Kinshasa, le 30 août 2022

L'allocation de survivant



Conditions d'ouverture du droit :

Pour la conjointe, avoir contracté mariage au moins 2 ans avant le décès de l'assuré ;

- pour les orphelins, être à la charge du défunt au sens des allocations familiales.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable / Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Jugement d'hérédité	Tribunal	Tribunal
Acte de décès	Autorité administrative	Autorité administrative
Demande de d'allocation de survivant	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédents sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité administrative	Autorité administrative
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité administrative	Autorité administrative
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité administrative	Autorité administrative : - pièces état-civil des enfants non déclarés par l'assuré - pièces état-civil des mariages non déclarés par l'assuré.

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de survivants est calculée sur la base des éléments ci-après :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMMaa) des années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre minimal d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation pour avoir une pension ou durée d'assurance minimale (DA) de 13 ans ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres (SA).

Le montant de l'allocation de survivants, se répartit de la même façon que les pensions de survivants, sobtient en appliquant à la pension la formule suivante :

$$AS = RMMaa \times DA \times TA \times SA$$

Exemple :

Un assuré comptant 5 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours de ses années d'activité.

L'allocation de survivants se calcule comme suit :

- arémunération mensuelle moyenne des années d'activité (RMMaa) : 9 463 616 FCFA : 60 = 157 726 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance minimale (DA) : 13 ans
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres : 10 semestres
- le montant de l'allocation de survivants est de :
 $157726 \text{ FCFA} \times 2\% \times 13 \times 10 = 410\,090 \text{ FCFA}$

Date d'effet :

L'allocation de survivants prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

Mali : Un groupe armé majeur s'engage pour une fusion des groupes d'ex-rebelles



L'un des principaux groupes armés évoluant dans le nord du Mali a décidé lundi de s'engager en faveur d'une fusion de tous les groupes armés d'ex-rebelles ayant signé un accord de paix avec Bamako en 2015.

Le groupe armé Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est l'un des principaux à avoir pris les armes en 2012 en réclamant l'indépendance du nord du Mali.

Avec plusieurs autres groupes réunis sous la bannière d'une coalition, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), ils ont abandonné leurs revendications autonomistes et signé en 2015 un accord de paix avec d'autres groupes pro-gouvernement et les autorités.

Lundi, le MNLA a déclaré avoir demandé à son bureau exécutif d'"entamer (le) processus de fusion" avec ces autres groupes d'ex-rebelles en "une seule entité politico-militaire", a déclaré Sidi Ag Baye, porte-parole du MNLA en clôture d'un congrès, selon un constat de l'AFP.

"Quand les trois mouvements" de la CMA "vont s'unifier dans une seule entité, ça va donner de la force, que ce soit dans le domaine de la politique ou dans celui de la sécurité", a réagi pour l'AFP Salah Ag Ahmed Abba, notable présent au congrès du MNLA.

La réunion, qui s'est déroulée à Kidal, dans le nord du Mali, entre samedi et lundi, a rassemblé plusieurs centaines de participants.

Les relations des groupes armés ex-rebelles avec Bamako s'écrivent en dents de scie. L'accord de paix signé en 2015, qui prévoit entre autre des mesures de décentralisation et l'intégration d'ex-rebelles dans l'armée nationale, n'est que très peu mis en oeuvre.

"La mise en oeuvre de l'accord traîne au point d'entacher sa crédibilité au yeux des populations", a estimé lundi le MNLA, en jugeant que "l'évolution des défis et la volatilité du contexte laissent penser que l'accord en l'état ne peut répondre aux exigences du moment".

Les autorités ont annoncé début août la réintégration de quelque 26.000 ex-rebelles, mais de nombreuses questions liées à cette réintégration sont en suspens. Les effectifs réels d'ex-rebelles, comme ceux des soldats de l'armée nationale, restent par ailleurs flous.

Cet accord de paix, de plus en plus jugé caduc publiquement par certains Maliens, passe pourtant pour être une composante essentielle d'un retour à la stabilité politique et militaire dans cet immense pays déstabilisé par un conflit depuis 10 ans.

Source : Agence France-Presse

Kenya : La Cour suprême retient 9 sujets pour statuer sur les résultats de la présidentielle



La Cour suprême du Kenya a annoncé mardi avoir retenu neuf sujets à examiner dans les recours contestant les résultats de l'élection présidentielle du 9 août, parmi lesquels des suspicions de fraudes et piratage qui pourraient faire annuler le scrutin.

Le vice-président William Ruto a été déclaré vainqueur par la commission électorale indépendante (IEBC), devançant d'environ 233.000 voix (50,49% contre 48,85%) Raila Odinga, figure historique de l'opposition de 77 ans soutenu par le parti au pouvoir.

M. Odinga a rejeté ces résultats, dénonçant des fraudes, et déposé un recours devant la Cour suprême. Huit autres recours ont été déposés par des particuliers et des organisations, dont deux ont finalement été écartés.

Mardi, la Cour suprême a déclaré qu'elle examinerait neuf questions lors des auditions sur le fond qui doivent débiter mercredi, avant sa décision attendue le 5 septembre.

Les sept juges devront notamment déterminer si le serveur de la commission électorale a été piraté et s'il y a eu des interférences dans la transmission électronique des formulaires de résultats.

Ils entendent également évaluer si la technologie électorale répondait aux "normes d'intégrité, de vérifiabilité, de sécurité et de transparence". Des failles dans le système électronique avaient conduit à l'annulation par la Cour suprême de la dernière présidentielle d'août 2017 - une première en Afrique - après un recours de Raila Odinga.

Après avoir évalué la transparence du scrutin, la cour déterminera si William Ruto a atteint le seuil constitutionnel de 50% plus une voix pour être déclaré élu au premier tour.

Depuis 2002, toutes les élections présidentielles au Kenya ont été contestées, donnant parfois lieu à des violences post-électorales sanglantes. Les plus meurtrières en 2007 avaient fait plus de 1.100 morts. Durant la campagne électorale, MM. Ruto et Odinga s'étaient engagés à résoudre leurs éventuels différends devant la justice plutôt que dans la rue.

Si la Cour suprême annule l'élection, un nouveau scrutin doit avoir lieu dans les 60 jours. Si elle confirme les résultats, William Ruto deviendra le cinquième président du Kenya depuis l'indépendance du pays en 1963.

Source : Agence France-Presse

Famine : Un navire de blé ukrainien destiné à l'Éthiopie est arrivé à Djibouti



Un navire affrété par l'ONU transportant 23.000 tonnes de blé ukrainien destinés à des millions de personnes souffrant de la faim en Éthiopie est arrivé mardi matin au port de Djibouti, a annoncé le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le Brave Commander avait quitté le port ukrainien de Pivdenny le 16 août, après un accord signé en juillet par Kiev et Moscou, sous l'égide de la Turquie et de l'ONU, permettant l'exportation des céréales ukrainiennes bloquées à cause de la guerre entre les deux pays.

"La nourriture du Brave Commander nourrira 1,5 million de personnes pendant un mois en Éthiopie", a déclaré le directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Est, Michael Dunford: "Cela a donc un impact très important pour les personnes qui n'ont rien actuellement. Et maintenant, le PAM sera en mesure de subvenir à leurs besoins de base".

Le nord de l'Éthiopie subit une profonde crise humanitaire, causée par un conflit qui dure depuis novembre 2020 entre gouvernement et rebelles de la région du Tigré, tandis que les sud et sud-est du pays font face à une sécheresse historique qui frappe la Corne de l'Afrique, la pire depuis au moins 40 ans. Selon le PAM, 22 millions de personnes sont menacées de famine à travers la région, notamment en Somalie, en Éthiopie et au Kenya. Quatre saisons de pluies défaillantes depuis fin 2020 ont tué des millions de têtes de bétail et détruit les récoltes, et l'Organisation météorologique mondiale de l'ONU a mis en garde la semaine dernière contre des précipitations encore insuffisantes lors de la prochaine saison de pluies, entre octobre et décembre. "Il n'y a toujours pas de fin en vue à cette crise de la sécheresse (...) Nous devons donc obtenir les ressources nécessaires pour sauver des vies et empêcher les gens de plonger dans des niveaux catastrophiques de faim et de famine", mettait en garde le directeur exécutif du PAM, David Beasley, le 19 août. L'Ukraine et la Russie comptent parmi les plus gros exportateurs mondiaux de céréales, dont les cours ont flambé après le début de la guerre. L'ouverture d'un corridor d'exportation en mer Noire a permis d'enrayer cette hausse. "Nous avons déjà constaté une réduction de 15% des prix du blé dans le monde depuis le lancement de l'initiative de la mer Noire. Ce que nous voulons voir, c'est plus de nourriture arriver", a souligné Michael Dunford. "Du point de vue du PAM, nous avons besoin de millions de tonnes dans cette région. Rien qu'en Éthiopie, les trois-quarts de tout ce que nous avons l'habitude de distribuer provenaient d'Ukraine et de Russie", a-t-il ajouté. D'après le Joint Coordination Centre qui supervise le couloir maritime de la mer Noire permettant les exportations de céréales depuis les ports d'Ukraine, plus de 721.000 tonnes sont déjà sorties du pays par la mer.

Source : Agence France-Presse

Soudan du Sud : 22.000 combattants de factions rivales intègrent les forces de sécurité unifiées



Un premier contingent de près de 22.000 combattants de factions rivales de la guerre civile au Soudan du Sud ont intégré mardi les nouvelles armée et police du pays, un pas important dans l'application de l'accord de paix de 2018. Cette "unification des forces" loyales au président Salva Kiir et à son rival, le vice-président Riek Machar, est une des principales dispositions de l'accord de paix signé en février 2018 pour mettre fin à cinq ans d'une sanglante guerre civile qui a fait près de 400.000 morts et des millions de déplacés. Elle ne s'était jusqu'à présent jamais concrétisée, les camps de Kiir et Machar ne parvenant pas à s'entendre sur la répartition des postes au sein du commandement de ces forces. Un accord avait finalement été trouvé en avril. Lors d'une cérémonie organisée mardi dans la capitale Juba, 21.973 hommes et femmes issus des forces loyales à Kiir et Machar mais aussi du mouvement de l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud (SSOA) ont prêté serment. Ils rejoindront ensuite les rangs de l'armée, de la police et d'autres corps de la sécurité nationale. Plus de 30.000 autres ayant terminé leur entraînement ailleurs dans le pays doivent également être intégrés dans les jours à venir.

Les retards dans l'application de l'accord de 2018 suscitent l'impatience de la communauté internationale, qui ne cesse d'appeler les dirigeants sud-soudanais à sortir de l'impasse le plus jeune pays du monde, plongé dans les violences politico-ethniques, les difficultés économiques et les crises humanitaires depuis son indépendance du Soudan en 2011. Leurs inquiétudes ont redoublé avec l'annonce le 4 août par le gouvernement d'union nationale - en place depuis février 2020 avec Salva Kiir au poste de président et Riek Machar à celui de vice-président - qu'il prolongeait de deux ans son mandat, qui devait s'achever en décembre par des élections. Lors de la cérémonie de prestation de serment, beaucoup de nouveaux diplômés portaient des matraques au lieu d'armes à feu, en raison d'un embargo sur les armes imposé depuis des années par le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'ONU a dénoncé à plusieurs reprises l'attitude des dirigeants du Soudan du Sud, qu'elle accuse d'attiser les violences, de réprimer les libertés politiques et de détourner les fonds publics.

Mi-juillet, les États-Unis se sont retirés de deux organisations de surveillance du processus de paix au Soudan du Sud en raison de l'"absence de progrès" dans le processus de transition et du "manque de volonté politique" de ses dirigeants pour ramener la paix dans le pays.

Source : Agence France-Presse

Pluies au Niger : 75 morts et plus de 100.000 sinistrés depuis juin



Les fortes pluies qui tombent au Niger depuis juin ont fait 75 morts et plus de 100.000 sinistrés, et d'autres sont attendues d'ici fin septembre, ont indiqué mardi les autorités de ce pays au climat habituellement très sec. A la date du 28 août, un total de 75 personnes sont décédées, dont 54 dans l'effondrement de leurs habitations et 21 par noyade, tandis que 108.346 autres sont sinistrées et 102 blessées, selon les chiffres des services de la Protection civile communiqués à l'AFP. Un précédent bilan officiel du 14 août faisait état de 32 morts, 66.781 sinistrés et 44 blessés. Les régions les plus touchées sont celles de Maradi (centre-sud, 30 décès), Zinder (centre-est, 23 décès), ainsi que Tillabéry (sud-ouest) et Tahoua (ouest). Niamey est également affectée avec 2 décès et plus 500 sinistrés. Les pluies ont en outre détruit ou endommagé plus de 12.700 habitations et provoqué l'effondrement de classes, de centres de soins médicaux, de greniers à céréales. Le gouvernement nigérien et ses partenaires assurent avoir distribué plus 628 tonnes de céréales aux personnes sinistrées. L'Unicef dit-elle avoir fourni 2.500 kits de biens non alimentaires. Les services météorologiques annoncent de nouvelles grosses précipitations dans le pays jusqu'à la fin septembre. A Niamey, une crue du fleuve Niger est à redouter dans les prochains jours, en raison du niveau des eaux qui "évoque très rapidement vers la cote d'alerte", prévient l'Autorité du bassin du Niger (ABN). Dans la capitale de deux 2 millions d'habitants, les fortes pluies sont souvent à l'origine de crues mortelles du fleuve.

L'ABN appelle les habitants vivant près du fleuve "à observer une vigilance particulière" et "à évacuer les zones inondables".

En dépit de sa courte durée de trois à quatre mois - entre juin et août ou septembre - la saison des pluies est devenue meurtrière ces dernières années, y compris dans les zones désertiques du nord.

En 2021, elle avait causé la mort d'au moins 70 personnes et fait plus de 200.000 sinistrés. Il pourrait y en avoir au moins 350.000 cette année, selon l'ONU. Ce pays pauvre au climat aride subit également régulièrement la sécheresse, qui frappe plusieurs régions et entraîne de mauvaises récoltes. S'y ajoutent les violences jihadistes qui empêchent les paysans de cultiver leurs champs. Le tout plonge le Niger dans une grave crise alimentaire : selon les autorités sanitaires, plus de 4,4 millions de personnes sont en insécurité alimentaire "sévère", soit environ 20% de la population. Début août, le gouvernement a décidé de provoquer la pluie à l'aide de produits chimiques pour faire face à la sécheresse.

Source : Agence France-Presse

Reconnaissance du travail bien fait par « Kwalé Mali » : Le prix du meilleur architecte revient au cabinet SPAD



Dans la vie, il y a des œuvres humaines qui ne passent pas inaperçues. Elles ont toujours attiré l'attention de certaines personnes. Surtout, quand il s'agit du travail fait bien. Et lequel met l'être humain au centre de ses intérêts. Pour encourager les artisans de ces œuvres humaines faites au service du développement du pays, « Kewalé Mali » a initié et mis en place des récompenses, il y a sept (7) de cela. Lesquelles permettent de distinguer les personnalités qui se sont faites remarquées dans leurs domaines entreprenants.

Ainsi, cette année, les efforts et le travail remarquable que fasse au quotidien le cabinet d'architecture, SPAD, sous le leadership de son directeur général, Abdorahamane Ag Hantafaye, « Kewalé Mali » a fait son choix sur celui-ci dans le domaine de l'architecture. Lequel a remporté le prix honorifique de l'architecture pour les différentes réalisations de ces dix dernières années. C'était à l'occasion d'une cérémonie dénommée « la nuit de Kewalé Mali 2022 ». "Kewalé" tirée de la langue « Bamanakan » est un magazine « people » qui récompense les grandes personnalités du Mali. Lesquelles contribuent au développement du pays dans plusieurs domaines. S'agissant du cabinet d'architecture, SPAD (Structure Polyvalente Architecture & Design) est une holding qui a déjà posé sa marque à travers de nombreuses réalisations dans le domaine des bâtiments et travaux publics. Parmi lesquelles, il convient de citer : le siège de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) à Bamako ; la rénovation de l'aéroport international de Bamako et de l'aéroport international Oum Tounsi de Nouakchott ; la réhabilitation du port autonome de Lomé ; la rénovation des locaux des assemblées régionales de Tombouctou, Taoudeni et Menaka ; la rénovation de la place de l'indépendance de la ville des 333 saints ; la conception de la maquette de la bibliothèque centrale universitaire de Bamako, qu'est en cours de construction. Toutes ces belles choses sont à mettre à l'actif d'Abdorahamane Ag Hantafaye et les hommes et les femmes formant une équipe autour de sa personne.

Ce natif du cercle de Goundam à un parcours professionnel marqué de plus 25 années d'expériences. Lesquelles ont été consacrées à la réalisation d'œuvres gigantesques, tant sur le plan national et international.

Ki-Zerbo



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Migration féminine : L'âme se penche sur la problématique du genre dans la migration



Le Centre du secteur privée (CSP) sise à Hamdalaye ACI 2000 a abrité du 24 au 25 août 2022, un séminaire des acteurs étatiques et non étatiques de la migration au Mali. Sous la houlette de l'Association Malienne des Expulsés (AME), du centre Médico International et de Pain Pour le Monde, ledit séminaire avait pour thème « relation entre migration féminine et la promotion de la femme au Mali ».

La migration vers les pays d'Europe a longtemps été considérée comme une question d'homme selon l'opinion populaire. Une conception d'autant plus erronée que de plus en plus de femmes empruntent le chemin de la migration, un phénomène qui remonte au début de l'histoire de l'humanité. Le Mali, pays continental avec sept (07) frontières poreuses, ne fait pas exception à cette règle et les traditions migratoires au Mali sont très anciennes. Selon l'AME, la migration féminine est une réalité et les femmes représentent presque la moitié des 250 millions de migrants internationaux. La région ouest - africaine n'est pas en marge du phénomène de la mi-

gration féminine. En effet, selon l'OIM, sur une dizaine de migrants de retour au moins deux sont des femmes en Afrique de l'Ouest.

Et le président de l'AME, Ousmane Diarra, de préciser que la migration féminine au Mali concerne les femmes de tous les âges (mineures, jeunes et vieilles) et de tous les statuts (célibataires et mariées). Selon lui, les candidates à la migration passent par toutes sortes d'itinéraires (terrestres, maritimes, et aériennes), utilisent toutes sortes de moyens (réguliers et irréguliers) et proviennent de divers milieux (villes et campagnes). Aussi migrent-elles pour diverses raisons. Le motif familial est ainsi la première cause des migrations des maliennes vers l'extérieur, explique M Diarra, sans exclure les raisons socio-économiques au même titre que les hommes (commerce, travail, art, culture, sport).

Les femmes migrantes sont confrontées à de nombreuses difficultés, telles que des grossesses non désirées, l'exploitation, des abus sexuels, le trafic humain ou encore la prostitution, etc.

C'est dans cette optique que l'AME a initié ce cadre d'échanges, à l'effet d'« inciter les acteurs clés de la migration à s'intéresser à la problématique du genre, en particulier la migration féminine au Mali, et de mieux comprendre les difficultés actuelles pour trouver des solutions », en passant notamment par l'information et la sensibilisation de l'opinion sur les dangers liés à la migration féminine. « Le gouvernement malien, dans le souci de protéger ses ressortissants et assurer leur réinsertion a entrepris plusieurs actions visant à se doter d'instruments juridiques, institutionnels et politiques en matière de gestion de la migration et de la promotion du genre. Malgré ces efforts, des défis persistent encore en matière d'assistance et de protection des migrants, en particulier les femmes migrantes qui font partie des catégories vulnérables », a également justifié Ousmane Diarra

Aly Poudiougou
Source : Le Témoin

Lutte contre l'impunité : Quid des véhicules blindés distribués par IBK ?

A lors que le chiffon de la lutte contre l'impunité est constamment agité sur tous les toits, certains dossiers sulfureux passent délibérément sous le boisseau, sur fond de motivations pour le moins douteuses. Ici, il est question de blindés, mais pas forcément des fameux «engins en carton» ou encore de cette commande laquelle certains concitoyens sont l'objet de mandat d'arrêt international. Il s'agit de cette vieille nébuleuse ayant défrayé la chronique sous le régime IBK et sur laquelle les équivoques persistent au bénéfice probablement d'un intérêt arbitraire pour les affaires scandaleuses. Aucune démarche dans le sens d'une clarification ne s'annonce, en tout cas, quoique le dossier soit d'une nature aussi crapuleuse que les affaires qui occupent le devant de la scène. Il concerne, en effet, plus d'une centaine de véhicules parmi lesquels 80 sont des véhicules blindés que la présidence de la République avait réceptionnés dans le cadre de l'organisation de la France – Afrique. Le don est une contribution gracieuse de l'Arabie Saoudite à cet événement, mais les engins en question devaient logiquement enrichir le parc automobile d'un pays qui dépense annuellement une fortune énorme pour l'acquisition de nouvelles logistiques et dont le parc relativement ancien

est généralement très convoité par les avides repreneurs.

Mais, avec les véhicules saoudiens, les observateurs avertis ont été sidérés de voir des arrivages flambant-neufs, acquis au nom du peuple malien, échoir aux mains de particuliers triés sur le volet. Pour ce faire, le président d'alors, aujourd'hui défunt président, a usé et abusé de son pouvoir discrétionnaire pour se soustraire à l'obligation de verser ledit matériel dans le patrimoine public de l'Etat. Aucune autorité habilitée pour ce faire ne lui a d'ailleurs recommandé une quelconque observance des formalités et procédures en la matière, puisque très peu de gens ne comptaient sur sa débauche de libéralités pour se servir. En définitive, IBK, en toute liberté et sans le moindre droit, a fait parler sa générosité aux frais de l'Etat en distribuant à tour de bras des présents reçus en son nom. Sauf que cette largesse ne paraissait pas totalement désintéressée, pour s'être manifestée dans la foulée de l'atmosphère électorale de la présidentielle de 2018 où le président sortant remplait. La centaine de véhicules de l'Etat, devenue à la fois un appât et un objet de convoitise, ont ainsi attiré de nombreux indécis ou fidélisés des soutiens faiblement acquis au projet électoraliste du plus généreux des can-

didats.

Comme il est loisible de s'en douter, parmi les bénéficiaires figurent des élus, des camarades de même obédience, des figures politiques influentes, des responsables de structure politique de base, etc. Autant d'acteurs dont l'influence était d'une utilité certaine dans la compétition électorale à l'issue incertaine. Le hic est que la démarche n'a rien à envier à un détournement contre laquelle certaines voix s'étaient élevées au lendemain de son renversement pour réclamer que l'ancien président rende gorge des préjudices matériels causés par ses largesses aux dépens de l'Etat malien. Il était également question de faire restituer sans ménagement les précieux bijoux par leurs heureux bénéficiaires que certains avaient jugés poursuivables pour recel de biens détournés. Surtout qu'il se rapporte, par ailleurs, que la plupart desdits engins ont fait le bonheur de locataires de voitures proches de la présidence de la République, qui les avaient cédés à l'époque à des usagers très liquides comme la mission de l'EUTM au Mali. Il en fallait peut-être plus pour que le dossier ne soit relégué aux oubliettes et étouffée dans l'œuf, en dépit des grands enjeux financiers qu'il recèle et de sa portée criminelle. Vérification faite, il se trouve que ce black-out n'est pas fortuit et s'expliquerait aussi par la gêne qu'en éprouvent de nombreux hauts gradés tapis dans les rênes du pouvoir ou qui les contrôles tout simplement.

Source : Le Témoin
A KEÏTA



Réforme et Gouvernance du Secteur de la Sécurité : Rôle et place de la société civile

Les acteurs des organisations de la société civile sont informés et sensibilisés sur leurs rôles

L'atelier de restitution sur le programme de formations reçu par les membres du vivier sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et le rôle de la société civile dans la gouvernance du secteur de la sécurité s'est tenue hier mardi 30 août 2022 dans la case du Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'enfant. L'objectif est de restituer les acquis des sessions de formations reçues par les membres du vivier sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) et le Rôle de la Société Civile dans la gouvernance du Secteur de la Sécurité auprès des organisations de femmes et de jeunes.



Cent (100) acteurs de la société civile (dont des associations et groupements de femmes et de jeunes) et les autorités administratives et politiques, les médias locaux ont participé à cette restitution.

La situation sécuritaire au Mali reste extrêmement fragile et complexe, se caractérisant par la présence de groupes armés non étatiques et l'insécurité persistante le long des frontières dans les trois pays du sahel (Mali, Burkina Faso et Niger), par des conflits intercommunautaires récurrents, par une augmentation de la criminalité avec la prolifération des armes légères, les violences, les enlèvements. Les femmes, dans ce contexte,

sont non seulement les plus affectées par la crise, aussi les plus vulnérables.

Elles s'occupent de la famille et des tâches domestiques ; elles occupent de nouveaux rôles et fonctions comme cheffes de ménages avec tout le poids social de telles responsabilités et ceci dans un cadre économique, politique et social souvent défavorisant. En effet, si la voix de la société civile en matière de sécurité est généralement faible dans ces pays, celle des femmes et des organisations de femmes l'est encore plus malgré les défis. Selon les responsables, le Programme de Leadership Féminin (PLF) tente de répondre à la problématique de l'absence des femmes au-

tour de la table de prise de décision dans la Gouvernance du Secteur de la Sécurité dans les pays du Sahel. Le DDG en partenariat avec WANEP, mettent l'accent, dans le cadre de ce projet, sur la transformation au niveau individuel (les femmes du vivier d'expertise féminin) et de son groupe identitaire (les organisations de la société civile d'appartenance) par des formations appropriées, tant au niveau de la prévention et la gestion du conflit, l'éducation des communautés à la cohésion sociale, la préservation de la Paix et l'interdépendance communautaire pour être des agents porteurs de changement au niveau local. Pour atteindre les objectifs poursuivis et les



résultats attendus, une série d'ateliers de formation eut lieu au profit des membres du Vivier. Lesquels ateliers ont porté essentiellement sur les notions telles que sur

la Réforme et la Gouvernance du Secteur de la Sécurité, le Genre et RSS, le plaidoyer, la diplomatie préventive, la transformation positive des conflits, la formation des forma-

trices et de mentoring/accompagnement en leadership féminin.

Conscients de la contribution notable des organisations de la société civile singulièrement les organisations de femmes et de jeunes dans la gouvernance sécuritaire, les membres du vivier d'expertise du Mali entendent organiser des sessions de restitution des formations à leur adresse à Bamako et dans certaines capitales régionales du Mali.

Les résultats attendus !

Au terme de cette journée de restitution, organisée par WANEP-MALI et ses partenaire, les acteurs de la société civile ont été suffisamment informés sur le processus du PLF, le comment et pourquoi, les connaissances pratiques acquises des membres du vivier sur le RSS partagées avec les acteurs clés de la localité, les acteurs des organisations de la société civile outillés et sensibilisés sur leurs rôles dans la RSS notamment ceux des femmes et des jeunes et une visibilité des acquis du projet et des membres du vivier est assurée dans les localités cibles.

■ Maffenin Diarra



INFTS : Des efforts remarquables malgré le contexte difficile

La direction de l'Institut national de formation des travailleurs sociaux (INFTS) a tenu jeudi 25 août dernier la 22e session de son conseil d'administration. La cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Dr Amadou Ouane, en présence des administrateurs.



Au cours de cette session, les administrateurs ont fait le bilan des activités pédagogiques de l'année universitaire écoulée. Aussi, le Conseil a abordé les difficultés auxquelles l'Institut est confronté. Dans son discours d'ouverture des travaux, le Dr Amadou Ouane a rappelé qu'au cours de la dernière session, ont été soulignées les difficultés contextuelles - dont l'embargo subi par notre pays qui a incontestablement impacté les structures d'enseignement supérieur ; Que, malgré cet état de fait, l'INFTS a relevé le défi de suivre avec rigueur le programme de premier et deuxième semestres de l'année académique 2021-2022. Selon Dr. Ouane, ce ne fut pas chose aisée d'avoir une année universitaire normale tant au niveau du respect du programme annoncé, que de la maîtrise du climat social. Il a rappelé, par ailleurs, que l'Institut a fait une prouesse, en se donnant les

moyens nécessaires pour ne pas déroger à sa règle de stage rural.

L'INFTS, comme à l'accoutumée, a en effet sillonné 26 villages de la région de Bougouni durant ce stage rural, avec près de 288 étudiants, a-t-il expliqué. Le secrétaire général a saisi l'occasion pour remercier les autorités régionales de Bougouni pour leur accompagnement sans faille pour la réussite de cette activité pédagogique importante dans le cursus des étudiants de cet institut.

Le secrétaire général a également souligné la gestion logistique, la mobilisation des encadreurs, le suivi des étudiants dans un environnement étranger. Aussi, Dr Amadou Ouane a évoqué la valorisation par l'Institut des résultats de leurs travaux sur le terrain. Selon lui, d'autres structures d'enseignement supérieur devraient s'inspirer de l'Institut dont la vocation est de former un capital humain au service

des populations, où qu'elles soient.

Par ailleurs, le représentant du ministre a également mis l'accent sur la nécessité de mener une analyse approfondie. L'objectif recherché est de permettre à l'Institut de participer à la formation de soldats sur la dimension humaine et sociale de la guerre, ainsi que sur des questions de société plus large.

A cet égard, il exhorté les administrateurs à une analyse minutieuse des documents soumis à leur examen afin de guider les pas de l'INFTS vers de meilleurs résultats et une meilleure organisation. A cet effet, le secrétaire général a donné l'assurance que les doléances de l'Institut seront transmises aux autorités compétentes afin de trouver des solutions idoines au plus vite dans le souci d'accompagner l'INFTS à accomplir normalement ses activités pédagogiques.

Pour sa part le directeur général de l'Institut national de formation des travailleurs sociaux, Ahmadou Dicko, a annoncé que des travaux sont en cours dans le cadre du processus d'habilitation des programmes d'enseignement de l'Institut, par l'Agence malienne pour la qualité de l'enseignement supérieur (AMAQ-Sup). Cependant, le responsable a soulevé les préoccupations majeures auxquelles son Institut se trouve confronté. Il s'agit, entre autres, de la restriction budgétaire, la crise sécuritaire, l'insuffisance de matériels informatiques et de matériels roulants. S'y ajoutent, la défaillance de la connexion internet dans les zones rurales, qui entrave la bonne marche de l'Institut dans l'accomplissement de sa mission de formation théorique et pratique. Selon le directeur, malgré ces difficultés, la structure a presque bouclé avec succès toutes ses activités pédagogiques. Notamment, l'exécution du programme du premier et deuxième semestre, le stage rural et la soutenance des étudiants en licence 3.

Poursuivant, Ahmadou Dicko a salué la ténacité et l'assiduité des enseignants mais aussi celles des étudiants à travers le bureau de l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) qui contribue significativement à la réussite des activités académiques au Mali. Également, il s'est dit conscient des efforts consentis par le ministère de l'enseignement supérieur dans la prise en charge de leurs différentes préoccupations.

Lali Diahara Touré

Justice : Renforcement de capacité des Huissiers-Commissaires

Faire en sorte que notre justice demeure le socle de l'État de droit, de la démocratie et de la promotion de la bonne gouvernance dans notre pays : telle était l'objectif de la formation sur les voies d'exécution et les sûretés des huissiers - commissaires de justice. La cérémonie d'ouverture a été présidée, le lundi 29 août 2022, par le représentant d'UNITAR, Baya Berthé, en présence de plusieurs autres personnalités.



Durant 5 jours, les participants seront outillés, et traiteront de divers aspects liés à la bonne exécution des actes d'huissier afin de limiter les décisions de nullité. Elle abordera principalement la question de la computation des délais et de la rédaction des actes. La formation se concentrera également sur la sommation et l'injonction de payer, la saisie conservatoire, la saisie-vente et la saisie attribution.

Pour Dr Toubaye Koné, directeur général de l'Institut National de Formation Judiciaire, l'huissier-commissaire de justice constitue l'un des maillons importants de la chaîne judiciaire. Il est un garant de la sécurité juridique. Mais la pleine réussite de sa mission passe par une bonne formation et le respect des valeurs qui fondent le métier.

« Il est de notre devoir, chacun en ce qui le concerne, d'être conscient des attentes de nos populations, lesquelles, au-delà de la fonction de l'huissier commissaire de justice, que vous incarnez, les populations disent, réclament une justice compétente, impartiale et à hauteur de souhait. Aujourd'hui, plus que jamais, la demande de justice de nos concitoyens est très forte. La situation dans la partie septentrionale de notre pays fait penser que cette demande de justice est uniquement une demande

d'intervention juridictionnelle. Cette demande n'est pas uniquement une demande d'intervention juridictionnelle. Une justice de qualité ne se résume pas en effet au prononcé d'une décision fondée en droit. Elle s'appuie également sur des procédures et des processus qui doivent permettre à l'ensemble des parties et des usagers de bénéficier d'un service public équitable, performant et efficace. Cette préoccupation de qualité, les différents corps de métier de la justice la partagent. La formation est devenue, depuis la fusion intervenue au sein de votre profession, une exigence incompressible. Elle a créé une double contrainte : les huissiers doivent apprendre le métier des commissaires-priseurs, les commissaires-priseurs, celui des huissiers de justice. Le département de la justice en est conscient », a-t-il souligné.

Et de poursuivre : « C'est de notre responsabilité à tous, parce que, nous devons nous convaincre que l'huissier commissaire de justice doit aujourd'hui apporter la preuve de son efficacité. Pour cela, vous serez évalués, à l'aune de vos résultats et de ceux - ci découlera votre légitimité, qui n'est plus donnée mais bien acquise. Pourquoi, notre responsabilité, parce que, ce serait aussi le moment

d'évaluer nos méthodes et la consistance de nos formations. Nous n'allons pas nous défilier, nous serons autant responsables que vous ».

Aussi, Dr Toubaye Koné a tenu à manifester sa confiance dans la compétence des formateurs, tout en exhortant les participants à en prendre de la graine.

Le représentant d'UNITAR, Baya Berthé, a indiqué que ces formations contribuent au renforcement des capacités du système judiciaire et la promotion de l'Etat de droit au Mali. L'excellence du partenariat entre nos deux institutions n'est plus à démontrer. « J'en veux pour preuve la formation de Septembre 2021 à ce jour de plus de 800 acteurs de la justice dans des domaines aussi variés que la procédure pénale, l'éthique et la déontologie, la qualité du jugement, les violences basées sur le genre, l'enfance en danger et en conflit avec la loi etc. Toutes ces formations n'ont pu être faites que grâce au concours financier de la coopération allemande à travers le République Ministère des Affaires étrangères. Je demeure convaincu que le souci majeur de votre ordre professionnel est d'assurer à ses membres une formation de qualité afin de pouvoir relever les défis et contribuer ainsi à la distribution d'une justice de qualité dans notre pays. Je voudrais vous exhorter à profiter de ces cinq jours avec ponctualité et assiduité pour davantage échanger, discuter avec vos confrères et avec les formateurs en vue de renforcer vos capacités pour le bonheur de la justice malienne », a-t-il dit. C'est sur ces notes d'espoir, qu'il a déclaré ouverte la première session de formation des huissiers - commissaires de justice sur les voies d'exécution et les sûretés.

■ Ibrahim Sanogo

Lancement officiel du Projet SHEP : Faire de l'agriculture un levier de développement

La cérémonie de lancement du « projet pour la promotion d'une agriculture axée sur le marché à travers l'extension de l'approche SHEP c'est-à-dire Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion » renforcement des capacités des petits producteurs horticoles », a été présidée, par le ministre du Développement rural, Modibo Keita. L'approche SHEP vise à contribuer à l'amélioration des revenus des petits producteurs à travers la promotion de l'agriculture orientée vers le marché par la diffusion de l'approche SHEP.

Le coût total de budget du projet est de 421.889.475 F CFA sur Aide alimentaire (KR) du gouvernement du Japon. La mise en œuvre du projet se fera à travers la direction nationale de l'agriculture (DNA) sur une durée de deux ans. Les principales activités porteront sur les points suivants : la révision en Approche Par Compétence du programme du brevet de technicien en technicien en agriculture, l'accompagnement de 300 élèves-stagiaires des centres d'Apprentissage Agricole, la formation de 75 agents vulgarisateurs des Directions Régionale de l'Agriculture sur l'approche SHEP à travers, la formation de 2500

producteurs des OP sur l'approche SHEP et la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités réalisées par le comité. Au total 2.935 personnes bénéficieront du projet SHEP dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako.

Le ministre du Développement rural, Modibo Keita, a fait savoir que cette approche cadre parfaitement avec les documents de politique du Mali notamment la Loi d'Orientation Agricole (LOA), la Politique de Développement Agricole (PDA) et Plan National d'Investissement dans le secteur Agricole (PNISA). Elle a été introduite au Mali en février 2019, suite à



la participation à une session de formation sur l'approche au Kenya de deux responsables provenant de la direction nationale de l'agriculture (DNA) et de Sasakawa Africa Association (SAA). La restitution de cette session de formation a retenu l'attention du département, qui a pris une décision créant un comité de pilotage pour la mise en œuvre d'une phase pilote réalisée avec succès dans le cercle de Kati.

Le ministre Modibo Keita, a rappelé qu'après cette phase pilote, plusieurs activités ont été réalisées avec le soutien financier et technique de JICA Sénégal. « **Vu l'engouement qu'a suscité ces formations et de l'importance de l'approche SHEPP une requête de financement du "projet pour la promotion d'une agriculture axée sur le marché à travers l'extension de l'approche SHEP" a été élaborée et transmise à l'Ambassade du Japon au Mali par le canal du ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération internationale qui a eu un écho favorable auprès du Gouvernement du Japon qui a donné son accord pour le financement du projet suivant la Note Verbale N° 000023/MAECI/DAO/DA/MAK en date du 06 janvier 2022** », a-t-il expliqué. Pour maintenir la dynamique enclenchée, le ministère du Développement rural, Modibo Keita, a rassuré qu'il mettra tout en œuvre pour atteindre les objectifs assignés. A cet effet, il a engagé la direction nationale de l'agriculture à prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution correcte et efficace des activités prévues.

Faudrait-il rappeler, l'approche SHEP comme toute autre approche ou système de conseil agricole se donne tout naturellement, comme premier souci l'amélioration technique de l'Agriculture à travers le renforcement des capacités des agriculteurs. Seulement, elle se distingue de toute autre approche connue par : la connaissance permanente du marché, l'établissement de liens étroits entre les agriculteurs et les autres acteurs du marché des produits agricoles. L'activité agricole constitue, en effet, un business. Il y a donc lieu de produire stratégiquement en tenant compte des données du marché en termes de quantité, de qualité, de prix et de fluctuation en fonction des périodes etc.

■ Ibrahim Sanogo

Amari Salia Daou : L'humanitaire chevillé au cœur !

Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années. Cette maxime correspond bien à Amary Salia Daou âgé seulement de 42 ans. Il a vite compris que la grandeur d'un homme réside dans le partage de ce qu'il a avec son prochain. C'est pourquoi, sans se poser de questions, Amary Salia Daou a choisi d'évoluer dans l'humanitaire. Aussi, s'est-il donné des moyens en créant plusieurs entités à travers lesquelles, des centaines de jeunes gagnent leur vie.

Ainsi, ce jeune opérateur économique s'est frayé un chemin dans le milieu des affaires. Il s'agit dans le mécénat et autres actions humanitaires dans la plus grande discrétion sans tambours ni trompette. Se faisant aussitôt, une place dans les sphères des affaires au Mali. Sans surprise, Amary Salia Daou décide de dépasser son homonyme feu Amary Daou dont le nom est gravé dans les annales du business au Mali en général et de Ségou en particulier.

Comme entités déjà créées, le jeune opérateur économique a 14 boulangeries à son actif ; 17 pâtisseries - boulangerie au Mali. Aussi, il internationalise son business en s'installant en République démocratique du Congo avec 08 boulangeries. Ce n'est pas tout, il diversifie son business avec la création des salons de thé, vente de groupes électrogènes et une société de vente de matériels de boulangerie. D'ailleurs, il est le seul au Mali à avoir le monopole du marché de la vente du matériel de boulangerie. Par ailleurs, il contribue à la réduction du chômage avec près de 400 emplois au Mali sans oublier les centaines d'emplois indirects. M Daou est un bon exemple à suivre au Mali pour lutter efficacement contre le chômage. Avec un niveau élevé dans les études, Amary Salia Daou se sent à l'aise aussi bien dans le business que dans les bureaux et salons feutrés. Sur le plan social, le jeune opérateur économique est un grand philanthrope en raison des appuis et gestes aux couches les plus défavorisées. Les témoignages ne manquent pas. Un des bénéficiaires de ses actions témoigne ainsi : « grâce à Amari Salia Daou, je suis par-

venu à me soigner gratuitement. Seul Dieu peut lui récompenser ». Ce dernier a témoigné dans l'anonymat car le bienfaiteur ne veut que ses gestes soient dévoilés au grand public. Outre les dons, il participe au désherbage des cimetières, des consultations gratuites sans oublier l'organisation des journées de salubrités dans la ville de Ségou. Sur le plan des loisirs, Amari Salia Daou a du goût pour le sport

précisément les arts martiaux. Il est aussi un pigeon voyageur afin de s'inspirer des expériences ailleurs pour les implémenter chez lui au Mali.

Retenons que le prénom d'Amary Salia Daou rappelle bien aux maliens dans les années 1980 à 1990, celui du richissime feu Amary Daou qui a fait fortune dans la région de Ségou où ses éloges sont intarissables dans les chansons des griots. Il est bien l'homonyme de feu Amary Daou. Chose qui explique bien que business est un héritage dans la famille.

Ki-Zerbo



Changements climatiques : La QCN-Mali structurée autour de cinq composantes est fin prête

Pour une durée de trois ans, le projet de la Quatrième communication nationale pour le Mali (QCN-Mali) est élaboré autour d'un budget global de 500 000 USD

Financé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à travers le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les travaux de préparation de la QCN-Mali ont été faits à la faveur d'un atelier. Présidé par le ministre de l'Environnement, de l'assainissement et de développement durable, Modibo Koné, les travaux dudit atelier ont eu lieu ce jeudi 25 août 2022 dans la salle des réunions de l'Agence de l'environnement et du développement durable (AEDD).

Ainsi, les travaux marquant le lancement de ce projet de préparation de la QCN-Mali, ont été précédés d'une cérémonie officielle d'ouverture avec deux discours à la manœuvre. Il s'agit de celui du représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), M. Alfredo Teixeira et le chef du département de tutelle.

Intervenant en premier lieu, M Alfredo Teixeira dira que la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques s'est dotée d'un mécanisme pour aider les pays membres à remplir leurs obligations en matière de rapports. De ce fait, des moyens de soutien tant

financiers que techniques ont été mis à la disposition des États en vue de les élaborer. Selon le représentant résident du PNID, grâce au soutien financier international mobilisé par le Mali, ledit projet s'est fixé des objectifs. Lesquels visent à faire l'inventaire des Gaz à effet de serre mis à jour jusqu'à l'année 2019 dans les secteurs clés, Lesquels sont : l'Agriculture, l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie ; l'énergie ; les procédés industriels ; la gestion des déchets et l'utilisation de solvants, en utilisant les lignes directrices 2006 du Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. A ceux-ci, s'ajoute l'évaluation de l'état d'avancement de la surveillance météorologique et environnementale dans les différents paysages du Mali.

Comme résultats attendus, M. Alfredo Teixeira fera savoir, qu'il s'agira de contribuer entre autres : au renforcement du système national d'information sur l'environnement par l'intégration de données sur les émissions de gaz à effet de serre ; à la préparation du rapport d'inventaire national des gaz à effet de serre ; à

l'évaluation du potentiel d'atténuation dans les principaux secteurs de développement (énergie, agriculture, transport, sylviculture, déchets, industrie) et proposition de mesures de réduction des émissions conformément à la CDN ; l'élaboration et validation d'une analyse et d'un plan d'action en matière d'égalité des sexes et d'un plan d'engagement des parties prenantes, et suivi régulier de sa mise en œuvre.

Tout en rappelant les acquis politiques, législatifs et institutionnels mis en place par le Mali pour lutter contre ce fléau, le ministre Modibo Koné a évoqué les cinq grandes composantes structurantes ledit projet. Lesquelles sont : la mise à jour des circonstances nationales, des dispositions institutionnelles, des contraintes, des lacunes, des besoins et des autres informations pertinentes ; l'inventaire national des gaz à effet de serre ; l'analyse des politiques et mesures d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre ; l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation (V&A) au changement climatique et la gestion des connaissances et S&E, compilation du rapport QCN.

Et le chef du département de l'Environnement, de l'assainissement et du développement durable de conclure en disant que c'est un « projet sur lequel notre pays porte un grand espoir dans le cadre du respect des obligations de rapportage des émissions de gaz à effet de serre et dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Ki-Zerbo





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

CNPM : Qui veut agiter les vieux démons ?

Le Conseil national du patronat Malien sort de la crise. Mais, visiblement, cela ne semble pas être du goût de tout le monde.



2021, le Conseil national du patronat Malien, CNPM, une faitière que tous élevaient au-dessus de tentations inélégantes à la scission, a connu aussi sa part de la crise malienne. Celle-ci était née du processus de l'élection du nouveau patron des patrons. L'angoisse en était à son comble au Mali, avec la crainte d'une exacerbation de la crise multidimensionnelle superposition d'une autre couche. Toutefois, les milieux d'affaires ont réussi à démontrer (ou presque) qu'ils ne manquent pas de ressorts et de repères pour contenir leurs contradictions et divergences internes. Ainsi, l'administration provisoire mise en place, après une tentative ratée d'en découdre par les urnes, a pu amener les deux camps antagonistes à se parler les yeux dans les yeux. Amadou dit Diadié Sankaré et le président sortant, Mamadou Sinsi Coulibaly, ont ainsi pu l'élever au dessus de leurs malentendus et incompatibilités pour convenir de la mise en place d'un comité transitoire, du retrait de leurs plaintes de part et d'autre ainsi que de d'un engagement commun à s'en tenir aux décisions de l'administration provisoire.

Notons que la composition de cette instance transitoire est paritaire et les représentants

des deux camps ont oeuvré ensemble au toilettage des textes avant de convoquer, quatre mois après son installation, une assemblée générale pour adoption desdits textes à l'effet d'organiser l'élection ayant déclenché la crise au sein du CNPM. C'est le labeur, en effet, d'une équipe de 16 membres conduite par le sage Soya Golfa et qui a jugé que des élections crédibles et transparentes passent par une mise à l'écart de tout ancien président, y compris le président du comité transitoire. Ils proposent également de hisser au rang de président d'honneur tous les anciens présidents, en vertu notamment de l'article 17. Et les alinéas 1 et 2 de l'article 26 de disposer que les nouveaux statuts entrent en vigueur une fois adoptés et s'appliquent à tout mandat antérieur. Il en résulte qu'aucun président d'honneur n'est plus autorisé à faire acte de candidature aux élections, au nom de la cohésion au sein du CNPM. Des délégués jugés proches du candidat Diadié dit Amadou Sankaré ne l'ont pas entendu de cette oreille et l'ont manifesté en quittant la salle lors de l'assemblée générale d'adoption des statuts et autres documents. «Ils étaient une quinzaine sur les 140 délégués», affirme un témoin oculaire, en qualifiant les déserteurs de mauvais

perdants. En effet, l'Assemblée a été supervisée par Me Ousmane Bagayoko, huissier commissaire à l'étude de Me Sékou Amadou Touré, lequel a noté

140 délégués présents sur 155 inscrits et relevé également une adoption de l'ordre du jour par 102 délégués ainsi que des nouveaux statuts par 107 voix et abstentions.

À noter que le nouveau guide statutaire et réglementaire du le Conseil national du patronat du Mali (CNPM) comporte en tout 76 articles, 12 chapitres et 3 titres ainsi rejetés par des soutiens présumés de Amadou dit Diadié Sankaré, au moment où les observateurs ont tous applaudi l'avènement d'une fumée de calumet consécutive au labeur abattu par l'administration provisoire. Le fruit des efforts déployés est ainsi pris à partie dans la presse ainsi que sur des réseaux, à coups d'anathèmes et de discrédits qui tranchent pour le moins avec la parole donnée par leur mentor sans la bénédiction duquel pareils agissements n'aurait jamais pignon sur rue.

Abdoulaye Diarra
Source : Le Témoin

Période de vacances des chefs d'état : Assimi s'offrira-t-il des vacances ?

Pendant que plusieurs chefs d'Etat ont décidé de partir en vacances en septembre prochain, le président de la transition, Assimi Goita a décidé autrement ce qu'il fera de ses vacances.



C'est en principe en début septembre que seront ouvertes les vacances d'été 2022 de la plupart des chefs d'Etat africains. Au Mali, beaucoup estiment que le chef de l'Etat, même militaire, au regard des lourdes charges supportées pendant près de deux ans et sans repos, mérite amplement un congé, ne serait ce que pour quelques jours. « La tâche d'un chef d'Etat n'est pas chose aisée. Donc, il serait bien pour Assimi de partir en vacances pour une semaine, histoire de vider sa tête », affirment plusieurs soutiens de la transition. Leur vœu est plus motivé sur le fait que l'ancien Premier ministre, Choguel Maiga a été hospitalisé parce qu'il a trop dépensé en énergie en 14 mois de gestion du gouvernement sans repos. Malheureusement, les vœux des soutiens du

président Assimi ne seront pas exaucés. Le chef de l'Etat ne sera pas en vacances. Comme l'huile sur le feu, le colonel Goita suit de très près les dossiers du pays. « Les charges font qu'il ne pense même pas à aller en vacances. Il n'a qu'un petit moment pour fermer l'œil », nous confie une source proche de la présidence. « Avec tous ce que nous endurons, le président n'a vraiment pas le temps de « souffler », a dit notre source. Cette dernière ajoute que le président de la transition a trop d'urgences à gérer. Parmi ces urgences, il a cité la question sécuritaire, la vie chère, l'organisation des élections générales. « Quand on a affaire à ses genres de priorités, impossible pour un chef d'Etat de s'absenter », poursuit notre interlocuteur. Outre Assimi, aucun membre du gouvernement

n'est parti en congé officiel. « Il y a trop de dossiers en instance sur la table des ministres », laisse entendre un membre du cabinet du ministère de l'Agriculture. « Si nous étions dans la normalité, c'est sûr que beaucoup de ministres allaient partir loin du pays. La situation fait qu'ils sont obligés de se consacrer aux affaires du pays », conclut notre interlocuteur.

Pendant ce temps, plusieurs chefs d'Etat prévoient de faire un break. D'après Confidential Afrique, Mamady Dombia de la Guinée a décidé de rester en Guinée. Selon des confrères guinéens, l'homme fort de Conakry en lieu et place de lieux luxueux, ira rendre visite à ses parents à Macenta (région forestière guinéenne).

Selon Confidence Afrique, le président nigérien, Mohamed Bazoum, va poser ses valises à Tesker, son village natal, dans la région de Zinder pour y passer ses vacances estivales. Le Roi Mohammed VI, poursuit le journal, compte passer une nouvelle fois ses vacances dans la paisible cité de Fès.

Pour le chef d'Etat gabonais, Ali Bongo, il est prévu un voyage à Lausanne (Suisse) pour deux semaines avant de rentrer à Libreville pour terminer son congé.

En Côte d'Ivoire, le président Alassane Ouattara n'ira pas hors du pays. « Il va se retirer dans sa résidence des Mougins le 15 septembre 2022 ».

Pour sa part, Denis Sassou Nguesso, l'homme fort de Brazzaville, va passer ses vacances dans son village natal et mythique d'Oyo. A Oyo, Sassou reçoit avec ses amis d'enfance et les dignitaires de sa communauté.

Pour le chef de l'Etat camerounais Paul Biya, il est prévu une visite d'une semaine sur le Lac Léman, une station balnéaire helvétique (Suisse). C'est à partir du 6 septembre que Biya et son épouse y séjourneront.

Et enfin, le Président sénégalais, Macky Sall, pourrait passer une dizaine de jours dans sa résidence de Popenguine (située à 70 km au sud de Dakar, sur la Petite-Côte).

Le moins que l'on puisse dire, après plus d'une année de travail accentué par des pressions de tous genres, un repos est nécessaire pour les chefs d'Etat.

Mohamed Keita
Source : Arc en Ciel

Paix et sécurité : Les Peuls s'activent !

A l'initiative du mouvement de soutien à Sékou Allaye Boly, des centaines de Peuls ont brillé par leur présence, le dimanche 28 août 2022, à la grande rencontre de la communauté Peul. Objectif : explorer les voies et moyens pour le retour de la paix au centre du Mali.



■ Ils sont venus de partout. Les Peuls ont répondu présents à l'appel unitaire de Sékou Allaye Boly pour poser les jalons de la paix. Le jeu en valait la chandelle. Car, la salle des 1000 places fut pleine, au point de refuser du monde. Tous, à l'unisson, ont prôné la paix et la réconciliation. Sur les visages, on pouvait lire le désir de quiétude au Mali ou les communautés, jadis, vivaient en parfaite harmonie. Le ton de la rencontre a été donné par la lecture du saint Coran pour le retour de la paix et de la cohésion sociale.

Plusieurs personnalités se sont succédées sur le pupitre pour porter un message de paix. Un seul message dominait les interventions, celui de la paix et la réconciliation des cœurs et des esprits ! Manière de dire : « **Trop, c'est trop. Halte aux actes terroristes qui ont fragilisé le ciment du vivre ensemble** ».

Selon Moussa Dicko, depuis un certain temps, l'association des amis et sympathisants de Sékou Allaye s'est engagée aux côtés des autorités de la transition pour la stabilisation du pays et la réconciliation. Nous lançons, a-t-il ajouté, un appel solennel à tous les fils du pays pour une solution qui préserve les vies et le vivre ensemble. Une guerre ne finit jamais avec les armes à la main. Il faut forcément se retrouver autour de la table pour discuter en toute franchise afin d'avoir une solution définitive. Et de plaider : « **Il faut un programme**

ou même un projet de sensibilisation générale dans lequel tous les fils du pays doivent s'impliquer et amener tous ceux qui ont choisi la voie des armes à les déposer et exprimer leur position au tour d'une table. Nous demandons aux associations, aux leaders religieux, aux autorités communales de sortir de leur silence et s'engager résolument pour une réconciliation réussie et une paix durable. Le temps est venu d'enterrer les haches de guerre, se donner la main et marcher sur un chemin droit qui nous mène vers la paix et la réconciliation ».

En prenant la parole, Idrissa Sangaré, 3ème vice-président de l'association Tabital Pulaku au Mali, dira que son organisation se reconnaît dans l'initiative lancée par l'association de Sékou Allaye Boly, en faveur du Mali. Car, on ne peut dissocier la communauté Peul de la nation malienne. Cet état de fait doit être entériné par les Peuls eux-mêmes, mais aussi et surtout par toutes les autres composantes de la nation. Aucune communauté ne peut prétendre vivre en paix sans ou au détriment des autres. « **Il est temps que les maliens comprennent que nous sommes condamnés à vivre ensemble. Nous devons nous accepter mutuellement, à défendre ensemble notre patrie, à éviter la suspicion, l'amalgame et la haine. Le terrorisme**

n'est pas une ethnie, il n'a ni couleur, ni saveur. Le seul moyen de le combattre, c'est l'unité d'action, c'est la cohésion sociale, c'est la tolérance, c'est la justice. Les armes doivent être utilisées quand il faut et où il faut. Et la finalité passe par le dialogue entre les hommes. Le Mali de paix que nous espérons ne peut se réaliser qu'avec toutes les communautés sans exclusion », a-t-il assené.

Selon Sékou Allaye Boly, cette crise sécuritaire a trop duré avec son corolaire de victimes. Les attaques terroristes, les assassinats ciblés, les disparitions forcées, les enlèvements de bétails, les récoltes brûlées, sont de nos jours le quotidien de la population du centre du Mali. Il a fait également savoir que la communauté Peul, est la plus affectée par cette crise sécuritaire. D'où, l'invitation adressée à ses frères : Le Peul, c'est la sagesse. Le peul c'est la finesse. Le Peul, c'est la tolérance. Le Peul, ce n'est pas violence. Il les a invités, également, à dénoncer tous ceux qui auraient un comportement contraire mais également de proposer des solutions pour le retour de la paix. Avant de conclure que, « **tous ceux qui sont animés la paix doivent déposer les armes** ».

■ Ibrahim Sanogo

Violation de la loi électorale : L'AIGE mort-née ?

Les représentants des partis politiques et des organisations de la société civile devant siéger au sein de l'autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) sont désormais connus. Ils ont été désignés lors d'un tirage au sort. Dame chance n'a pas souri aux grandes formations politiques qui ont pris le risque de participer. Au sortir, ces partis désapprouvent la procédure de tirage qui était pourtant minoritaire lors des discussions avec le MATD.



Toutes les grosses pointures de la politique malienne sont « out » après le tirage des représentants des partis politiques et des organisations de la société civile. Dans la foulée, le processus de tirage au sort, à peine terminé, est remis en cause par la classe politique.

En effet, l'Union pour la République et la Démocratie fait partie des partis politiques dont des membres figurent sur la liste de candidatures au tirage au sort. Cependant, après le tirage, les responsables de l'URD remettent en cause le mode de tirage au sort imposé par le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation pour départager les acteurs.

Pour Mamadou Dicko, cette désignation peut susciter des problèmes. « Le tirage au sort est certes une procédure juste mais qui comporte des inconvénients majeurs. On peut tirer au sort quelqu'un qui n'a aucune expérience, aucune expertise, aucune capacité de faire le travail pour lequel il est convié. Donc ça peut, véritablement, poser problème », prévient-il. Mamadou Dicko invite les uns et les autres à « d'avantage interroger le génie malien pour pouvoir trouver les moyens les mieux appropriés pour régler ce problème-là ».

Ce tirage au sort avait pour but d'établir une liste de huit candidats pour les partis politiques et six 06 candidats pour les organisations de la société civile en tenant compte du genre. 75 partis politiques, 11 organisations de la société civile dans les 172 dossiers de candidatures retenues par la commission sur la base de critères de bonne moralité, d'impartialité ainsi que de jouissance des droits civiques et politiques.

La loi électorale violée

Le parti de l'ancien président IBK, Rassemblement pour le Mali (RPM) a dénoncé les modalités de désignation des membres des partis politiques devant siéger à l'AIGE. Pour les responsables de ce parti, les modalités légales n'ont pas été respectées. Sékou Niamé Bathily en effet, a estimé que son regroupement tiendra très prochainement une rencontre pour se situer non seulement sur les modalités de désignation, mais également sur les personnes désignées. « Il est bien indiqué que le collège, organe délibérant de l'AIGE, comprend 15 membres dont 4 désignés par les partis politiques, suivant les modalités qui sont fixées par eux-mêmes. Donc l'article est très clair »,

explique Sékou Niamé Bathily. Il ajoute que lors de la rencontre du cadre de concertation, « il est sorti 5 propositions venant des partis politiques. La proposition majoritaire c'est la proposition qui est de 60 partis qui ont proposé de prendre les 4 représentants parmi les regroupements des partis politiques. A notre grande surprise, nous avons constaté que le ministre a opté pour le tirage au sort, alors qu'il n'y avait que 5 partis qui avaient proposé ça », déplore Sékou Niamé Bathily.

« Le mode de désignation par tirage au sort est la solution face au nombre important de partis politiques qui rend le choix difficile ». Et après ce tirage, place désormais à la consternation totale au sein des grandes formations politiques qui n'ont rien comme représentants au sein de l'AIGE.

Si certains partis politiques tels que l'ADEMA-PASJ, YELEMA, la CODEM et le RPM, avaient vu le danger venir et ont décidé de ne pas participer à ce tirage au sort, l'ASMA-CFP, FARE An Ka Wuli, le PARENA, l'URD, l'ADP-Maliba, Prvm-Fasoko, entre autres se sont fait prendre dans le piège tendu par les autorités de la transition. Ceux-ci ont accepté la proposition du ministère qui a décidé de mettre ensemble les éléphants, les guépards, les lions avec les

souris et les crapauds pour concourir dans la même catégorie. En acceptant cette proposition, il est clair, que quand un guépard ou un éléphant accepte de concourir avec la souris ou le crapaud, il n'y a pas de raison pour qu'un des compétiteurs conteste les résultats du concours s'il arrivait que le crapaud gagne la course. C'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Ces formations politiques par inattentions, pensaient obtenir des représentants au sein de l'AIGE ont finalement pris une douche froide. Pour cause, « les menus fretins » ont raflé les mises de la loterie organisée par le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation, obtenant ainsi banalement les tickets pour siéger.

Qui pour sauver l'ASMA-CFP, FARE An Ka Wuli, le PARENA, l'URD, l'ADP-Maliba, Prvm-Fasoko du traquenard ? Vont-ils accepter leur choix et être dirigé par ces crypto-partis ? Car, avouons-le, l'AIGE aujourd'hui est légale et ne souffre d'aucune contestation aux yeux de ces partis qui ont choisi de participer au tirage contrairement à l'ADEMA-PASJ, de YELEMA, de la CODEM et le RPM qui ont catégoriquement refusé cette procédure.

Une nouvelle crise en perspective ?

Le refus de certaines formations politiques et pas des moindres, de cautionner ce qu'elles

appellent une forfaiture constitue déjà une véritable menace pour la légitimité de l'AIGE et ouvre, par cet acte, la boîte de pandore. Cet organe qui sera désormais dirigé par des représentants de partis politiques n'existants que de noms sans aucune représentation ni poids sur le plan national, ouvre certainement les vannes à une nouvelle crise. Quand on sait que l'AIGE, après ce tirage, jouit désormais d'une "légalité illégitime". Il va valoir s'attendre à des alliances contre nature au sein de la classe politique pour faire changer la situation. Auquel cas, elle devra apprendre de ses errements.

Binadjan Doumbia



Amahiguéré Dolo : Des collines du pays dogon aux sommets du marché de l'art africain

Le sculpteur malien s'est éteint le 21 août à Bamako, à l'âge de 67 ans. L'écrivain, philosophe et critique Chab Touré rend hommage à l'enfant de Gogoli, son ami.



Sur le flanc de la colline de Sangha, celui tourné vers l'est, le soleil est tout petit quand il apparaît, chaque matin, au-dessus de Gogoli, le quartier haut de cette ville proche de Mopti, le quartier « tournesol », arrosé de lumière, où naquit Amahiguéré, il y a soixante-sept saisons de pluie. Cet enfant, dont le prénom dogon est une prière (« Dieu fasse qu'il tienne debout »), fut baigné du soleil et de l'attention de ses parents pendant les sept premières années de son enfance. Le moindre petit rhume, la plus insignifiante fièvre, le simple petit malaise, tout était surveillé. Tout était scruté. La mort est folle ! Oui, la mort qui a pris les deux ou trois premiers enfants de Baissembé, le père, est tellement folle. Offrandes, sacrifices, prières... On mit des garde-fous partout.

Sept années passèrent. Amahiguéré tenait bel et bien debout. Même qu'il savait labourer la terre et semer le mil. Baissembé lui apprit tout ce qu'un enfant de paysan dogon doit savoir. Il lui enseigna la terre, le vent et la pluie. Il lui parla des termites, de la tourterelle et de son

chant et, surtout, de la petite paille qui craque sous le vent pour annoncer la pluie. Baissembé voulait que son fils Amahiguéré devienne, plus tard, un bon paysan dogon. Alors il partit s'installer avec toute la famille à Tiéno, un hameau de culture à une vingtaine de kilomètres de Sangha.

L'ÉCOLE DES BLANCS

Un jour parmi les jours où les hommes s'apprêtaient à semer, un jour juste avant les premières gouttes de pluie de la saison, les gardes arrivèrent au hameau pour inscrire Amahiguéré à l'école des Blancs de Sangha. La mort est folle. Mais l'école des Blancs est encore plus folle qu'elle. La mort sait faire semblant d'oublier. L'école des Blancs jamais n'oublie ! Amahiguéré avait neuf ans quand il commença ses classes à l'école primaire de Sangha. À 21 ans, il entra à l'Institut national des arts de Bamako : dessin, peinture, sculpture, modelage... Quatre longues années d'apprentissage.

Pendant que les exercices demandaient de respecter la perspective, pendant que le trait des dessins copiait Ingres, l'esprit paysan du jeune Amahiguéré repartait sur les terres de Tiéno. Il allait y retrouver le grand-père Diangam, l'homme qui faisait mille petites choses merveilleuses de ses seules mains. Il cousait des bandes de cotonnade les unes aux autres pour les tuniques, les couvertures et les pagnes des femmes. Il n'était pas forgeron, mais taillait le bois pour fabriquer mortiers, pilons et gamelles. Il tressait des nattes et des cordes qui servaient pour les usages domestiques quotidiens. Le souvenir des gestes et des images de grand-père Diangam aidèrent Amahiguéré à comprendre, très vite, comment ruminer ce qu'il voyait, ce qu'on lui enseignait et ce que son jeune esprit désirait. Amahiguéré fut d'abord séduit par le dessin, qu'il étudia en revisitant les masques, statuettes et idéogrammes dogons. Il s'intéressa plus longuement à la décoration et finit par n'aimer plus qu'elle.

LE PEINTRE ESPAGNOL MIQUEL BARCELÓ

À la fin de ses études, Amahiguéré se retrouve à Gao, au Nord, dans le pays des Songhaïs. Affecté comme chargé du patrimoine à la Direction régionale de la jeunesse, des arts et de la culture (DRJSAC), le jeune fonctionnaire dogon découvrit les Songhaïs, ses cousins à plaisanterie, leur lointain pays et leur culture. Il voyagea dans tous les villages et dans toutes les fractions nomades de la région. Il collecta, documenta et archiva les données sur le patrimoine naturel et historique.

Le dessin décoratif le titillait toujours. Dès qu'il avait un moment à lui, il s'y mettait, en allant peindre en compagnie de quatre autres amis, anciens élèves de l'INA qui, comme lui, étaient fonctionnaires à Gao. Aldjouma, Mohamed, Diby, Djiteye et Amahiguéré peignaient des portraits pour leur entourage et composaient des panneaux publicitaires pour des commerces locaux ou pour des ONG. En 1987, le collectif organisa sa première exposition à la bibliothèque de la Mission catholique de Gao. Si, lors de cette toute première exposition, ses quatre amis travaillèrent en peinture, Amahiguéré, lui, présenta des sculptures en bois dont les lignes et les formes rappelaient la statuaire traditionnelle dogon. Déjà, dans ces premières œuvres, on pouvait percevoir ses préoccupations esthétiques d'équilibre et de liberté. Il composait la répartition des masses en s'appuyant sur la forme originelle du bois choisi. Sa taille était déjà très sobre. Si les cinq amis eurent du plaisir à présenter leur travail plastique au public de la ville, l'exposition ne fut point une opération lucrative. Les sculptures d'Amahiguéré trainèrent ensuite dans la maison qu'il louait dans le quartier de Dioulabougou.

Puis, un jour de l'année suivante, arriva à Gao, par le désert algérien, un jeune espagnol du nom de Miquel Barceló. Il portait une lettre pour Amahiguéré de la part de son cousin douanier à Tamanrasset, à la frontière entre l'Algérie et le Mali. L'Espagnol fut accueilli et hébergé par Amahiguéré, comme le lui avait demandé son cousin dans la lettre. Miquel expliqua qu'il était peintre et qu'il venait chercher une nouvelle inspiration. Amahiguéré lui montra ses sculptures et lui présenta ses amis peintres. Au bout de quelques jours, Miquel décida de rester un moment à Gao. Il trouva

une maison dans le quartier de Bagoundjé.

Il y resta pendant cinq longs mois, pendant lesquels Amahiguéré et Miquel s'attachèrent l'un à l'autre. Ensemble, ils visitèrent le pays dogon, Sangha et Gogoli. Ils revinrent à Gao en passant par Mopti. C'est dans cette ville carrefour qui ne dormait jamais, que Miquel proposa à Amahiguéré de venir avec lui visiter son pays, l'Espagne.

Amahiguéré m'a, un jour, raconté ce moment où est née leur amitié :

« Nous étions au bar Bozo, devant le fleuve... Il n'était pas loin de minuit, lorsque Barceló (c'est ainsi qu'Amahiguéré l'appelait) m'a dit qu'il désirait me faire une proposition.

– Laquelle ? lui ai-je demandé.

– J'hésite à te la faire car j'ai peur que tu la refuses.

– Pourquoi penses-tu que je la refuserais ? répondis-je.

– Je comprendrais que tu refuses mais je serais heureux si tu acceptais. Tu m'as amené voir ton pays et tes parents. En retour, je voudrais que tu viennes avec moi en Espagne.

La suite est connue. Amahiguéré et Miquel construisirent un atelier commun sur le flanc est de la falaise ensoleillée de Gogoli. Pendant presque une décennie, Dolo travailla à construire son œuvre de sculpture et Barceló développa sa peinture. Cette complicité artistique renforça leur amitié. Les échanges et les discussions les unirent dans une chaleur créative commune. L'engouement pour les sculptures d'Amahiguéré Dolo devenait plus fort d'expositions en expositions. La critique et les marchés – les mêmes qui s'intéressaient au travail de Miquel Barceló – commencèrent à regarder avec un grand intérêt les sculptures de son ami malien. Barcelone, Paris, Madrid, Lyon, Dakar et Abidjan découvrirent ses sculptures à la fin des années 1990. En 2004, une sculpture de l'artiste est choisie par Alain Kirili pour représenter l'Afrique dans son projet d'exposition permanente d'art contemporain au jardin des Tuileries à Paris.

« FUIR NOTRE CORPS STUPIDE »

En quelques années, les œuvres de Dolo le portèrent au firmament du grand marché de l'art contemporain africain. Le Mali tenait désormais son sculpteur de renommée internationale. La sculpture fut très importante dans la pratique plastique d'Amahiguéré Dolo. Tou-

tefois, de nombreux dessins et d'impressionnantes terres cuites comptent dans la grande œuvre que nous a laissée l'artiste.

Quand Dolo sculptait, il représentait un réel sans hiérarchie. Les êtres déformés au sexe ambigu, les bébés couchés sur le ventre, les corps de désir mal formés, et tous les personnages de son univers ne sont ni complètement des animaux ni tout à fait des humains. Il inventait un réel dont l'harmonie tenait à l'équilibre des masses qui composaient les corps. Les postures de ses sculptures défiaient les règles de la pesanteur.

Les corps, qu'ils soient en mouvement ou immobiles, offrent toujours leur anormalité et leur déséquilibre comme première présence. Notre regard de spectateur est d'abord troublé par l'absence de proportion, le mode de distribution des masses volontairement et intensément déréglées, puis dérouté. Le visage n'est pas toujours la face, et le dos est parfois sur les flancs. Pourtant, ces corps sont bien là. Ils sont danse. Danse sacrée des bras « tellemes » levés pour amuser les dieux. Ils sont là comme mille offrandes quotidiennes qui nous permettent de « fuir notre corps stupide d'homme ».

« Les œuvres sont en quelque sorte des sacrifices (sans pouvoir) qui permettent de lier le monde invisible et le monde visible. Elles fonctionnent pour "dire" l'état des mondes, et non pour intervenir sur cet état comme le font les vrais sacrifices. Les œuvres doivent être perçues comme un pont au service de ceux qui veulent entendre le monde vrai. Elles sont le passage entre ce que les gens pensent qu'ils sont et ce qu'ils sont », disait Dolo.

Dans ses dessins, on retrouve les mêmes corps en un trait continu sur du papier ciment « travaillé » par plusieurs applications de kaolin mélangé à de la colle. Ensuite, les zones de couleurs sont mises en place à l'aide d'un autre mélange, cette fois de pigments et de gomme arabique. Alors seulement, le trait est tracé en une ligne liquide dans la pâte de kaolin pour créer les formes. Enfin, décoctions de fleurs de raisins sauvages ou d'indigo, charbon de bois, suie et argile donnent présence et corps aux formes tracées.

Dans son œuvre céramique, Dolo partait toujours de la boule d'argile. Il voyageait dans cette boule vers les formes. Les mêmes formes ambiguës que l'on trouve dans les sculptures. Vases usuels, gourdes domes-



tiques sont détournés, déformés et interprétés. Dolo ne tournait jamais l'argile. Il la modelait pour en extraire une image ou une présence. La série la plus connue est celle de vases sphériques, striés, aux ouvertures irrégulières, comme des lèvres sensuelles, parfois cousues, d'autres fois torsadées. Dolo aimait travailler l'argile, mais pas n'importe laquelle. Il aimait l'argile des femmes potières de Tireli.

ARGILE SENSUELLE

De cette argile, il me parlait souvent, très souvent même : « Dans l'argile, il y a ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas. C'est à la frontière de ces deux états que se trouve ce qui est à créer, que se trouve la gaieté. Et c'est cette gaieté qui fait que quand on travaille l'argile, on n'en a jamais marre. On touche, on retouche. On avance et on recule. On ajoute de l'argile sur de l'argile. Une forme est toujours récupérable. On peut tout le temps rattraper une forme et la conduire. L'argile est sensuelle, et elle a quelque chose à avoir avec le sexuel. D'ailleurs, chez les Dogons il existe des images qui soulignent cette féminité sensuelle de l'argile. Par exemple, les hommes sont interdits d'entrer dans l'espace réservé aux potières, comme il leur est interdit d'assister à un accouchement. Les femmes et l'argile c'est une histoire sensuelle. Quand elles se préparent à

la travailler, elles portent un pagne court, comme quand elles entrent dans le lit de leur homme. Elles écartent les jambes en remontant le petit pagne. L'argile à travailler est posée entre les jambes en haut des genoux. Très prêt du sexe. Et c'est là que naîtra la poterie. »

Dans toute son œuvre, Dolo nous parlait de nous. Sa démarche artistique était une démarche de connaissance « extatique de l'être profond du monde, c'est à dire son fond dionysiaque », selon le mot de Nietzsche. Il projetait de connaître le réel. Non pas la mythique histoire des Dogons. Non pas l'actualité superficielle de l'affrontement entre dominés et dominants. Non pas les rumeurs idéologiques sur la pauvreté humaine. Il recherchait une connaissance personnelle du monde global, universel, cosmique dont les mondes – cosmogonique et contemporain – dogon ne sont qu'une infime partie. Dans la sculpture, dans le dessin et dans la céramique, la quête d'Amahiguéré à la même force et le même but : soi-même. Non pas un égoïste « moi » mais un « soi » actant dans le social, un « soi » qui se construit de l'intérieur profond avec patience et permanence.

Ils sont nombreux, les artistes africains qui se sont naïvement enfermés dans une esthétique de revendications identitaires, de défense de l'Afrique des rêves. Dolo n'était pas de cette

bande. Ni d'aucune bande. Dolo ne s'autorisait pas à dire ce qui est bien ou mal, à asséner des vérités ou à prendre des positions tranchées. L'art, pour Dolo, fut la réalisation de lui-même. Amahiguéré Dolo était une individualité dans le paysage de la création contemporaine africaine. Il entrait peu dans les canons classiques. L'œuvre qu'il laisse exprime un point de vue qui n'engage que Dolo lui-même, et lui seul.

Notre dernière aventure fut inachevée. Sur l'île Noire, en face de Ségou, je n'avais rien compris. Abdou et Anicet non plus n'avaient pas compris. Il savait, lui, mais il ne voulait rien laisser paraître. Il était déjà malade. Il se battait déjà contre ses nuits douloureuses remplies de visiteurs étranges. Un jour que je proposais que l'on éloigne pour de bon le serpent qui tournait, tous les soirs, autour de notre tente, il m'a dit : « C'est moi qu'il vient visiter. Il vient me chercher mais je ne me laisserai pas faire. J'ai encore du travail à finir ici. » Il n'est point utile de parler de tous les amis de l'amitié de Dolo, de ses collaborations artistiques heureuses et malheureuses, de la reconnaissance, de la récupération, puis de l'oubli dont il a fait l'objet tout le long des années. Quelle importance maintenant que la mort folle nous l'a pris ?

Source : Jeune Afrique

10ème édition de « Jazz Koum Ben » : La musique comme vecteur de paix et de cohésion sociale

La 10ème édition du Jazzy Koum Ben festival, a eu lieu le samedi 27 août 2022, au terrain de basket CRB à Bamako Coura. Ce rendez-vous du jazz est organisé par l'association « Kon Koum Ben ». Le thème de cette édition était : rôle et responsabilité de la jeunesse dans le rétablissement de la paix et de la cohésion sociale. C'était en présence de Touré Zoé Dembélé, Cheick Tidiane Seck, le maestro, parrain de l'évènement et de plusieurs amoureux du jazz.



Jazz à l'école est une activité initialement conçue pour donner des séances d'initiation (au jazz et à la musique en milieu scolaire (écoles et lycées) principalement, afin de donner à un jeune public le désir de la découverte et les pousser à la connaissance du jazz. Des musiciens viennent présenter des instruments, expliquer leur passion et leur travail, interpréter quelques thèmes et échanger avec les jeunes. Des séances de lectures de textes et de contes (jazz poetry) sont offertes. Cette année, compte tenu des vacances scolaires, Jazz à l'école s'est transporté dans les quartiers à la recherche des jeunes : le 30 juillet Jazz à l'école était à Medina Coura et ce 27 août jazz à l'école prend place à Bamako Coura. Le jazz en partage avec la jeunesse pour faire tomber les barrières entre les maliens, le jazz en communion avec la jeunesse pour la compréhension mutuelle et la tolérance entre nous maliens. Le jazz avec la jeunesse pour planter le symbole d'unité, de paix et de cohésion sociale. Il s'agit pour l'association d'ai-

der les jeunes musiciens à exprimer et à s'exprimer sur le tremblement du monde en leur donnant des outils techniques et artistiques. Le maestro, Cheick Tidiane Seck, a saisi cette occasion pour faire l'historique du Jazz. Subséquentement, il a indiqué que l'Afrique a sa place dans l'émergence du Jazz. A l'en croire, celui-ci tire son origine de l'Afrique. Il a invité les africains à un retour à la source. Touré Zoé Dembélé, a affirmé que le rôle et la responsabilité de la jeunesse dans le rétablissement de la paix et de la cohésion sociale est indéniable. Selon elle, le choix de ce thème n'est pas fortuit car le Mali traverse une crise protéiforme. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le Mali va mal, et de mal en pire, nul ne doit rester indifférent à cette situation encore moins la jeunesse. Le pays a besoin d'un retour à la paix, à la quiétude, à la cohésion sociale. Comme cela se dit, tous les maliens sont de même père et même mère, si cela est vrai pourquoi, tant de souffrance, tant d'insécurité, tant d'incompréhension, tant de vio-

lence.

Cette situation de trouble interpelle la jeunesse dans tous ses segments. Elle a sa place à prendre dans l'apaisement du pays. « **Et puisque le jazz est un des meilleurs remèdes contre la douleur silencieuse, puisque le jazz est le meilleur moyen d'expression de la douleur que nous ressentons quand l'actualité nous agresse en comptant les morts et que la peur nous tient dans ses griffes... alors l'association « Nyon Kon Koum Ben » dans le cadre de sa 10ème édition avec le soutien de ses partenaires le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement (FAMOC) de l'ambassade Royale du Danemark, la Fondation Orange, l'Unesco, a initié plusieurs activités dont jazz à l'école en prélude à la semaine professionnelle du Jazzy Koum Ben Festival qui aura lieu du 19 au 24 septembre 2022** », a-t-elle annoncé.

■ Ibrahim Sanogo

Foule en colère à Madagascar : Les gendarmes confirment avoir tué 19 personnes



Les gendarmes de Madagascar ont confirmé mardi avoir tué 19 personnes en tirant sur une foule en colère qui avait tenté la veille d'entrer dans leur caserne pour faire justice elle-même après la disparition d'un enfant albinos.

"Dix-neuf personnes ont perdu la vie et 21 blessés sont toujours soignés" à l'hôpital d'Ikongo, la petite ville du sud-est de l'île où les heurts ont eu lieu, ont déclaré les gendarmes dans un communiqué, ajoutant qu'une enquête est en cours.

Les gendarmes, qui affirment que le calme est désormais revenu, avaient annoncé lundi un premier bilan de 11 victimes décédées.

Le médecin chef de l'hôpital local, le Dr Tango Oscar Toky, joint mardi au téléphone par l'AFP, a confirmé que 19 personnes sont décédées. Les équipes hospitalières attendaient encore dans la matinée l'arrivée de blessés qui devaient être évacués, a ajouté le médecin, qui a décrit des blessures graves.

"Il faut approfondir l'enquête: est-ce qu'il s'agit d'une bavure? D'un débordement? Il faut départager les responsabilités", a dit à l'AFP le ministre de la Défense, le général Richard Rakotonirina, qui s'est rendu sur place mardi. "Les sanctions nécessaires" seront prises, a-

t-il assuré. Depuis la semaine dernière, la commune d'Ikongo, plongée dans les montagnes et à environ 350 km de la capitale Antananarivo, est sous le choc: un enfant, albinos, a disparu et les autorités suspectent un enlèvement. Dans cette grande île d'Afrique australe, les personnes atteintes d'albinisme sont régulièrement la cible de violences, souvent en lien avec certaines croyances.

Plus d'une douzaine d'enlèvements, d'attaques et de meurtres y ont ainsi été signalés au cours des deux dernières années, selon les Nations unies.

"On aurait pu l'éviter"

Après la disparition de l'enfant, quatre suspects ont été arrêtés par les gendarmes et placés en détention dans la caserne d'Ikongo.

Mais des habitants en colère ont voulu faire justice eux-mêmes. Ils se sont rendus lundi devant la caserne de gendarmerie et ont demandé à ce qu'on leur remette les suspects, a raconté à l'AFP Jean Brunelle Razafintsian-draofa, député du district. D'après une source de la gendarmerie présente sur place, au moins 500 personnes sont arrivées, dont certains munis d'"armes blanches" et de "ma-

chettes". Un périmètre de sécurité est alors installé, et les gendarmes tentent de faire baisser la tension pour "éviter un bain de sang", a expliqué lundi le commandant de gendarmerie, Andry Rakotondrazaka, lors d'une conférence de presse. Il a ensuite évoqué "des provocations", des personnes armées de "couteaux à longue lame et de bâtons", ainsi que des jets de pierres. Puis la foule a tenté de franchir le périmètre de sécurité. Les gendarmes disent avoir d'abord fait usage de gaz lacrymogène et tiré des coups de sommation. "Mais, en dernier ressort", ils "n'ont pas eu d'autre choix que de recourir à la légitime défense", a expliqué le commandant. "C'est un événement très triste et on aurait pu l'éviter mais il s'est passé ce qu'il s'est passé", a-t-il regretté.

Ils "ont tiré sur la foule", s'est de son côté indigné Jean Brunelle Razafintsian-draofa, député du district, qui a indiqué vouloir demander une enquête parlementaire.

Les forces de l'ordre malgaches sont régulièrement épinglées par la société civile pour des violations des droits de l'homme, qui font rarement l'objet de poursuites.

Source : Agence France-Presse

Élections en Angola : L'opposition conteste la victoire du parti au pouvoir

L'opposition en Angola a annoncé contester la victoire du parti au pouvoir aux élections législatives, dont les résultats définitifs ont donné lundi un second mandat au président sortant Joao Lourenço, à l'issue du scrutin le plus serré de l'histoire du pays. Au pouvoir depuis l'indépendance du Portugal en 1975, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) a recueilli 51,17% des voix, selon la Commission nationale électorale (CNE), contre 43,95% pour le premier parti d'opposition, l'Unita.

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) "ne reconnaît pas les résultats" de la CNE et "déposera un recours" suspensif, a indiqué son secrétaire général, Alvaro Chikwamanga Daniel, dans une déclaration vidéo enregistrée et transmise mardi à l'AFP. Le parti mené par Adalberto Costa Junior, 60 ans, affirme "ne pas avoir été informé de la décision" de la commission d'entériner les résultats définitifs, ni reçu "copie du procès-verbal du dépouillement".

Les candidats ont 72 heures après l'annonce des résultats pour déposer un recours devant le tribunal constitutionnel.

Quatre des 16 membres de la CNE n'ont pas signé les résultats finaux, exprimant des doutes sur le processus électoral.

Avec la mainmise du MPLA sur l'organisation du scrutin et les médias publics, l'opposition et une partie de l'opinion publique s'étaient inquiétées du risque de fraude au scrutin de mercredi dernier. Les observateurs étrangers ont fait part la semaine dernière de "préoccupations" à propos notamment des listes électorales. L'opposition avait déjà contesté des résultats préliminaires publiés jeudi, qui donnaient également le MPLA vainqueur.

L'Union européenne a exhorté lundi les autorités électorales angolaises à répondre aux plaintes "de manière équitable et transparente". Moins de la moitié des quelque 14,4 millions d'inscrits ont participé au vote, où huit partis étaient en lice.

"Les citoyens ne croient pas que le changement puisse venir des urnes", explique Marisa Lourenço, analyste politique indépendante basée à Johannesburg.



L'Angola est l'un des pays les inégalitaires au monde, avec plus de la moitié des 33 millions d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté malgré la manne pétrolière, selon la Banque mondiale.

"Dialogue et concertation"

Au siège de son parti à Luanda, M. Lourenço s'est félicité lundi d'"une victoire pour l'Angola et les Angolais". Il a également promis "le dialogue et la concertation" pour son second mandat. Il n'y a pas d'élection présidentielle en Angola, la tête de liste du parti vainqueur aux législatives est investie aux fonctions de chef de l'Etat. Le chef de la Communauté économique des États d'Afrique australe (SADC), le président namibien Hage Geingob, a salué dans un communiqué cet "engagement en faveur du dialogue". Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a également adressé ses "sincères félicitations" à M. Lourenço, se disant "impatiente" de renforcer les liens entre les deux pays. Le MPLA, qui enregistre son plus bas score (61% en 2017), conserve la majorité absolue au Parlement avec 124 sièges sur 220. Mais il perd la majorité des deux tiers qui lui permettait jusqu'ici de passer des lois sans le soutien d'un autre parti. Sur la pro-

messe d'enrayer pauvreté et corruption, l'Unita a séduit une jeunesse urbaine connectée, notamment dans la circonscription de la capitale où elle a raflé 62,25% des voix. L'opposition avait déjà contesté les résultats des élections en 2017. La victoire du MPLA et de Joao Lourenço, alors successeur désigné de l'ex-homme fort du pays José Eduardo dos Santos, avait été confirmée. Accusé d'avoir fait main basse sur des pans entiers de l'économie et notamment la manne pétrolière, dos Santos est mort en juillet à Barcelone. Des funérailles nationales ont eu lieu à Luanda la veille de l'annonce des résultats des élections.

Jamais inquiété par la justice, les proches de dos Santos ont été visés par une vaste opération anti-corruption lancée par M. Lourenço. Loyal dauphin, ce dernier avait surpris en limogeant de nombreux dirigeants d'institutions et d'entreprises, ainsi que des chefs de l'appareil sécuritaire proches de l'ex-chef de l'Etat, une fois élu.

Mais beaucoup jugent que cette campagne a été sélective et politiquement motivée, alimentant les divisions au sein du parti au pouvoir. Le clan dos Santos a dénoncé une "chasse aux sorcières".

Source : Agence France-Presse

Guinée : Le chef de la junte déclare la CAN-2025 projet "prioritaire"

Le chef de la junte au pouvoir en Guinée a fait de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations 2025, attribuée à son pays, un programme "prioritaire" et a conféré un caractère d'urgence aux dépenses associées.

L'annonce a été faite dans la nuit de lundi à mardi avant l'arrivée, attendue mardi, d'une mission de la Confédération africaine de football (CAF), qui devrait s'informer de l'avancement du projet sur place jusqu'à jeudi.

L'organisation de cet événement s'annonce comme un défi pour ce pays pauvre qui manque cruellement d'infrastructures au niveau, qu'il s'agisse d'équipements sportifs ou de transports. Le chef de la junte, le colonel Mamady Doumbouya, a nommé en mars un nouveau comité d'organisation, évinçant l'ancienne équipe, dont l'un des membres exprimait publiquement ses doutes quant à la faisabilité du projet.

Un décret du colonel Doumbouya lu à la télé-

vision nationale déclare "d'intérêt national et prioritaire" le programme d'organisation du tournoi.

Toutes les dépenses pour l'organisation "sont exécutées en urgence", dit le décret qui annonce l'ouverture d'un compte spécial au Trésor public.

Les réserves foncières affectées à la CAN sont déclarées d'utilité publique et toutes les transactions immobilières ou les travaux non dédiés à la CAN sont interdits sur les sites, stipule le décret.

Les nouvelles autorités en place depuis le coup d'Etat militaire de septembre 2021 ont affirmé leur volonté d'être au rendez-vous de la CAN 2025.

Source : Agence France-Presse





Bélier (21 mars - 19 avril)

Une personne voudra vous mettre des bâtons dans les roues. Cela créera des situations complexes dans votre activité. Mais cela ne durera pas longtemps puisque vous saurez montrer les crocs et prouver que vous êtes quelqu'un avec qui on devra compter.

Uranus, cette fois-ci aura bonne presse dans votre maison II. Sa présence en Taureau vous amènera à mixer audace et sécurité. Ses bons effets vous porteront chance pour échelonner les échéances, le temps de vous remettre à flot, ce qui ne tardera pas.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les échanges avec vos collègues apportent des ennuis. Il règne une atmosphère de rivalité. Un poste ambitionné peut révéler les intentions d'un collègue ! Du changement dans votre service sème la pagaille tout en vous donnant une opportunité d'évolution !

Il y a peu de frais et vous décidez de faire des économies. Des résolutions sont prises. Vous différez vos achats. La sagesse vous accompagne dans cette journée. Pour l'instant, vous gardez confiance en l'avenir. Les revenus stables vous rassurent.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce au bon positionnement planétaire de Neptune dans votre signe, vous serez face à une occasion unique de vous mettre en avant, et d'augmenter de manière significative vos responsabilités. Vous disposerez d'un énorme potentiel pour y parvenir.

Pour agrémenter la décoration intérieure de votre habitation, vous ne ferez pas les choses à moitié. En effet, ami Gémeaux, vous pourrez vous rendre chez un antiquaire. Vous aurez du goût et un portefeuille bien garni... Que demande le peuple !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Redéfinir vos objectifs professionnels peut vous aider à retrouver la motivation qui vous manque. Pourquoi ne pas repenser aux projets que vous aviez fuis un temps, ou envisager une possible reconversion ? Le choix est large. Jetez-vous à l'eau !

On dirait qu'autour de vous tout est propice à la dépense, pile-poil au moment où vous êtes obligé de faire attention à l'argent qui sort de votre porte-monnaie. Pour éviter les tentations, et bien malgré vous, vous décidez de ne pas faire de shopping.



Lion (22 juillet - 23 août)

Entreprenant et super positif dans votre secteur X, Uranus vous donnera des ailes et maximisera vos chances de réussite, avec en prime, une popularité au top ! Vous foncerez, bien décidé à vous impliquer dans ce que vous ferez pour vous faire apprécier.

Mercure sera votre coach en matière financière. Il favorisera vos rentrées d'argent, mais pas seulement. Il vous indiquera aussi de façon intuitive des astuces de gestion pour optimiser votre budget et des plans peu coûteux sur certains de vos achats.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Un collègue peut vous demander de le remplacer. Votre chance professionnelle commence par un inattendu. La journée favorise une masse d'activités en tout genre. Heureusement, votre énergie est extraordinaire. Vous êtes capable d'abattre beaucoup de travail !

Essayez de refaire une trésorerie. La prudence continue à s'imposer. Vous avez les pieds sur terre. Exceptés des coups de coeur, vous limitez vos dépenses. Elles concernent la décoration et votre mise en beauté. Après tout, vous désirez vous faire plaisir !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si, dans votre travail, vous êtes en litige, vos adversaires, le mot n'est pas trop fort, pourront chercher à vous mettre en défaut. Ami Balance, un conseil : ce ne sera pas le moment de bâcler vos tâches ! Sinon, vous subirez l'effet boomerang...

À cause de finances moins florissantes que prévu, vous perdrez de votre superbe... Vous subirez la fameuse théorie des dominos ! Moins d'argent, plus de tensions... Tensions dans le couple, tensions au travail, tensions avec tout le monde ! La totale...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous avez joué au bluff avec l'un de vos collègues de bureau, la situation risque de se retourner contre vous. Assumez sans vous voiler la face. Posez cartes sur table en ayant une bonne discussion. On ne peut pas vous en tenir rigueur.

Les astres vous demandent d'être prévoyant avec les dépenses. Vous ne pouvez pas vous permettre de jeter votre argent par les fenêtres. Aujourd'hui, cher natif, vous devez compter votre argent avant de le dépenser, a contrario, toujours les problèmes.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Il y aura une certaine pression, d'autant plus que les contretemps s'accumuleront, mais vous ferez preuve d'inventivité et d'une grande capacité à retomber sur vos pattes. Ce dont vous devrez vous méfier sera de l'attitude peu conciliante de certains.

Les aspects planétaires vous aideront à mettre en avant votre sens de la débrouillardise pour stabiliser vos finances. Une fois vos besoins ciblés, vous mettez le holà sur des dépenses inutiles, sans pour autant vous interdire une petite folie.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Gagner plus vous attire. Vos compétences sont peu exploitées et cela vous irrite ! Vous multipliez les démarches pour avoir un meilleur salaire. Faites-les en vérifiant les détails. Un piège pourrait se cacher dans une proposition de travail.

Il est essentiel de garder des économies. Les frais sont importants. Vous devez faire attention aux dépenses inutiles. Un coup de coeur reste possible pour des articles de voyage. Comparez tout de même les tarifs ! Ne craquez pas sur le plus cher.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous aurez un nouveau cahier des charges à respecter avec un rôle mieux défini qu'à l'accoutumée à jouer... Ami Verseau, profitez-en pour vous spécialiser. Ami Verseau, votre réussite actuelle parle en votre faveur. C'est le moment où jamais...

Dans le sillage de vos finances, de nouvelles pistes se dessineront. Jupiter vous tirera l'oreille si votre budget s'éparpille aux quatre vents. De son côté, Saturne vous réclamera encore plus d'économies. Elles permettront de dénouer certaines situations.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous brillez par vos bonnes idées, on apprécie votre savoir-faire et vos compétences, malgré cela, vous n'êtes pas suffisamment satisfait, des doutes sont toujours présents. Heureusement, parmi vos collègues vous trouvez du soutien, c'est réconfortant.

Vous comptez sur un remboursement pour renflouer vos finances et rééquilibrer la balance. Ce n'est pas dit que cette somme arrive sur votre compte aujourd'hui, par contre une nouvelle vous donne bon espoir. Ouf ! Vous voilà soulagé.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23